

Quelle place pour l'Afrique et Madagascar dans les médias ?

La couverture de l'information

Les Entretiens de l'Information

**Maison de la radio, Paris
jeudi 3 avril 2003**

§ Karine Boucher, société Peaktime

La société Peaktime commercialise des outils qui permettent d'analyser et d'optimiser la programmation des chaînes. Nous travaillons sur le marché français, le marché anglais et le marché belge. Dans le cadre de ce colloque, notre étude a été réalisée grâce à un outil qui s'appelle Peaktime search dans lequel nous indexons l'ensemble des journaux télévisés diffusés sur les chaînes hertziennes françaises. Nous faisons cela au quotidien, du lundi au vendredi, sur l'ensemble de la journée, entre 6 heures et minuit. Tout ce qui est indexé est évidemment stocké et, pour chacun des sujets, vous pouvez visionner l'ensemble des vidéos grâce à un moteur de recherche. Par exemple, il est possible de rechercher un sujet tel que « Afrique », en déterminant une période d'analyse, et on retrouve l'ensemble des sujets qui ont traité de l'Afrique pour la période sélectionnée, avec les vidéos.

C'est grâce à cet outil qu'a été réalisée une étude pour ce colloque, à savoir quelle est la place de l'Afrique dans les médias et, en ce qui me concerne, uniquement le média télévision.

[L'étude est consultable sur <http://entretiens.info/EtudeAfriquePeaktime.ppt>]

L'étude porte sur la période du 1er mars 2002 au 1er mars 2003. Les chaînes concernées sont les principales chaînes hertziennes françaises : TF1, France 2, France 3, Arte et M6. Nous avons travaillé sur les journaux télévisés de la mi-journée, du matin, du soir et de la nuit, et uniquement sur les sujets internationaux, à savoir plus de 25 000 sujets sur un an.

La première zone traitée est l'Europe avec 7 700 sujets ; puis, vient le Proche-Orient, avec une actualité lourde ; en troisième position, les États-Unis, en quatrième position, l'Asie et, en cinquième position, nous retrouvons l'Afrique : tout au long de l'étude, j'ai fait une distinction entre l'Afrique du Nord et le reste de l'Afrique, et j'ai toujours analysé ces deux zones séparément. Un deuxième graphe recoupe la première analyse, à savoir la répartition des sujets internationaux, toujours par zones géographiques, mais cette fois en pourcentage de la durée totale. On retrouve le même classement que ce que l'on avait précédemment sur le nombre de sujets, avec toujours l'Afrique du Nord et le reste de l'Afrique cumulés en cinquième position.

On m'avait demandé également de travailler par thème sur tous les pays. En priorité, avec plus de 12 000 sujets sur les 25 000, on trouve des sujets essentiellement politiques, qui regroupent tout ce qui concerne les élections et les conflits. Il est intéressant de noter que c'est le sport qui occupe la deuxième position avec 2 790 sujets. En troisième position, arrive l'environnement, qui correspond, pour l'année 2002, au Sommet de la Terre qui a eu lieu à Johannesburg en septembre dernier.

Ensuite, j'ai travaillé sur les pays d'Afrique pour voir quels étaient ceux qui étaient traités. On retrouve, en première position, la Côte d'Ivoire, avec 830 sujets, ce qui est en rapport avec le conflit ivoirien, à cheval sur la fin 2002 et le début 2003. Puis, en deuxième position, on trouve l'Afrique du Sud – avec le Sommet de la Terre à Johannesburg – et, enfin, le Sénégal, avec 108 sujets dont le naufrage du Jola en milieu d'année dernière.

On retrouve ensuite 25 pays, avec peu de sujets sur l'année puisque 80 % des pays sont cités entre une et dix fois sur l'ensemble de l'année. Pour l'Afrique du Nord, on retrouve essentiellement des sujets sur l'Algérie, qui est énormément traitée sur l'ensemble des journaux français, en comparaison avec le reste de l'Afrique. Puis, viennent la Tunisie et le Maroc.

Dans la répartition par thèmes, il est, là aussi, flagrant de constater que les sujets sont essentiellement politiques, correspondant à des conflits.

Concernant les principaux événements couverts, qui corroborent les chiffres que je viens de donner, c'est essentiellement la Côte d'Ivoire qui a été citée en 2002 et début 2003 à la télévision, avec le conflit ivoirien. Le second est le Sommet de la Terre à Johannesburg. En troisième position, vient le conflit malgache. En quatrième position, ce sont la Coupe du monde de football et le naufrage du Jola au Sénégal. Puis, c'est l'attentat à Mombasa au Kenya et, enfin, l'élection de Robert Mugabé au Zimbabwe et le Nigéria, avec la condamnation à mort par lapidation de Safia

Husseini, ainsi que l'élection de Miss Monde 2002, qui ne représentent pas forcément énormément de sujets, mais qui sont ici, au total, les événements les plus traités en télévision l'année dernière sur les chaînes que nous avons évoquées au départ.

Sur l'Afrique du Nord, on retrouve la même répartition par thème, avec essentiellement des sujets politiques et des faits divers. Les principaux événements couverts en Afrique du Nord sont le conflit algérien et, également, les élections qui ont eu lieu l'année dernière, l'attentat en Tunisie contre la synagogue de Djerba et, enfin, les élections marocaines et le mariage de Mohamed VI.

En règle générale, les thèmes couverts sur l'Afrique sont en fait les conflits politiques – guerres civiles, élections, attentats –, les grands événements sportifs – la Coupe du monde de football avec les bons résultats de l'équipe du Sénégal et, enfin, le Dakar 2003 qui est toujours beaucoup couvert, essentiellement par le groupe France Télévision –, les grandes rencontres internationales avec le Sommet de la Terre à Johannesburg.

On remarque que, malheureusement, les nouvelles traitées en télévision sont plutôt mauvaises et que l'on traite énormément les catastrophes ferroviaires, aériennes et maritimes : c'est le cas du naufrage du Jola, mais cela a été également le cas d'un train qui a déraillé ou d'avions qui se sont écrasés sur le sol africain et, enfin, les sujets globaux que sont la famine, la maladie et les droits de l'Homme.

§ Ana Athayde, Société Spotter

Spotter est une société spécialisée dans l'analyse quantitative et qualitative du discours des médias, notamment de la presse écrite. Nous avons voulu faire une première approche, plutôt quantitative, de la manière dont l'Afrique est présente dans la presse écrite. Nous avons pris l'ensemble des publications du *Monde* et du *Figaro* de l'année 2002 et nous avons 6 717 articles dont tous citaient au moins une fois le nom d'un pays africain.

[L'étude est consultable sur <http://entretiens.info/EtudeAfriqueSpotter.ppt>]

Le premier constat est qu'à la question : « L'Afrique est-elle absente des médias ? », la réponse est négative. Elle est présente dans les articles du *Monde* et du *Figaro*, mais avec un certain nombre de caractéristiques. Lorsqu'on fait la comparaison des volumes de publication, on voit, en comparant la couverture de l'ensemble des pays africains à la couverture de l'Allemagne, que cette dernière reçoit six fois plus de couverture. En revanche, lorsqu'on prend le Portugal, l'Argentine, l'Australie, la Finlande ou le Vietnam, on se rend compte que des pays tels que l'Algérie, le Maroc, le Sénégal, la Tunisie, l'Égypte ou l'Afrique du Sud trouvent une exposition médiatique importante et équivalente.

L'Afrique est visible, mais ce sont les pays du Maghreb et de l'Afrique francophone qui sont avant tout présents. Une très grande zone de l'Afrique est donc véritablement oubliée des médias et perçoit une couverture extrêmement faible.

L'Algérie est le pays qui est concerné par le plus grand nombre d'articles, suivi par le Maroc. La Côte d'Ivoire a un nombre d'articles beaucoup moins important que l'Algérie et le Maroc, mais avec un nombre d'occurrences très fortes, ce qui signifie que les articles publiés parlaient très fortement de ce pays.

Lorsqu'on observe les mots et les concepts associés à l'ensemble de la couverture de l'Afrique, ce sont les notions liées aux guerres, aux dictatures, aux combats, aux armées et aux terroristes qui apparaissent en premier puisque 50 % des articles abordent ces questions. Le deuxième thème abordé est l'activité économique des pays : la technologie, les infrastructures, l'industrie, l'artisanat, l'importation et l'exportation. Tout de suite après, on trouve une thématique à problème : la pauvreté et les maladies. Ensuite, arrivent le tourisme, les arts et la culture, l'éducation – beaucoup moins –, le sport – encore moins – et l'écologie qui ne représente que 2 % des articles que nous avons pu récolter.

Nous avons ensuite cherché à aller un peu plus loin et à essayer de comprendre pourquoi ces pays-là se retrouvent dans ces différents positionnements médiatiques. Pour l'Algérie, 64 % des articles parlent des problèmes de guerre, de dictature, et plus largement de tout ce qui est lié à ces

problématiques de composition politique. En revanche, pour le Maroc, on voit que le tourisme et l'activité économique sont beaucoup plus présents. Le sport se voit peu, comme l'éducation, l'art et la culture qui sont des thèmes en retrait, en dessous de 10 % des articles.

Nous avons également cherché à voir ce qui se passait pour un groupe de pays, constitué du Sénégal, de la Tunisie, de l'Égypte et de l'Afrique du Sud, qui, après l'Algérie et le Maroc, sont ceux qui présentent le nombre d'articles le plus important. On observe que le Sénégal trouve son positionnement médiatique grâce au sport : 56 % des articles qui lui sont consacrés parlent du sport et je pense que la Coupe du Monde de Football y est pour beaucoup. Pour ce pays, c'est donc plutôt un événement positif. La Tunisie et l'Égypte se retrouvent avec une couverture beaucoup plus liée à l'activité économique des pays et aux activités du tourisme. C'est un peu la même chose pour l'Afrique du Sud, sachant que dans ce groupe de pays, c'est quand même l'Afrique du Sud qui ressort le plus concernant les aspects de pauvreté et de maladie, avec la problématique du SIDA et, notamment, toute la polémique qui s'y rapporte y est pour beaucoup.

Dans la couverture par *Le Monde* et *Le Figaro*, l'Angola, la Côte d'Ivoire, le Rwanda et Madagascar sont les pays en crise. Les thèmes auxquels ils sont associés sont tous au-dessus de la moyenne pour les problématiques de guerres et de dictatures, hormis Madagascar qui sort du lot, dans le sens où on retrouve une répartition plus ou moins équilibrée de l'ensemble des thématiques. Par rapport à ce que Spotter fait, c'est une sorte de clin d'œil à ce qui peut se faire et à la manière dont nous pouvons présenter les choses. Les deux aspects que nous faisons ressortir de cette première analyse sont, d'une part, une réponse négative à la question posée de savoir si l'Afrique est absente des médias, dans sa totalité, mais, en revanche, un nombre très important de pays qui la composent le sont. Ce sont les pays francophones qui ressortent le plus : l'Algérie et le Maroc sont sur le devant de la scène, mais avant tout sur des problématiques et des thématiques liées à des problèmes sociaux, économiques et d'organisation sociale.

§ Christian Chadefaux, Correspondant d'agences à Tananarive

J'ai quarante ans de pratique journalistique, un peu moins de pratique d'agences, aussi bien française qu'américaine, Associated Press ou AFP – j'ai maintenant quitté l'AFP. Je pense que le grand problème, sur la durée, pour ne parler que de Madagascar, mais cela peut aussi s'appliquer à l'Afrique, est qu'il n'y a pas une famille, en France, qui n'ait eu un tonton, une tante, qui ait été fonctionnaire, douanier ou missionnaire dans ces pays-là. Et, à partir de ce moment-là, on a la prétention de savoir beaucoup de choses. C'est tout le problème que de faire comprendre que Madagascar peut changer, que l'image que l'on a eue n'est pas forcément celle qui perdure dans les esprits. C'est particulièrement malheureux lorsque vous êtes dans une structure journalistique médiatique.

Par exemple, pour prendre l'AFP, c'est un fait que l'on en sait toujours plus Place de la Bourse que sur le terrain. Vous partez de Madagascar un lundi, vous arrivez le mardi à Paris et on vous dit : « Ça va mal à Madagascar ! » Et quand vous vous étonnez que ça aille mal alors que la veille tout allait bien, on vous répond qu'on le sait car un coopérant a appelé et que des gens se sont battus dans un petit village !

Je tranche tout de suite pour dire que les Américains ne travaillent pas comme ça : ils ont un correspondant, ils lui font confiance. S'il est bon, ça va et s'il n'est pas bon, il est renvoyé. Alors qu'avec les structures françaises, on est en discussion permanente.

Dans les années soixante-dix, on travaillait en direct avec Paris et il y avait peu de chances que l'information soit modifiée. L'installation de bureaux régionaux a amené plusieurs filtres. Le premier filtre est le premier cercle du bureau régional, avec une première relecture et comme on est payé pour faire quelque chose, on a tendance à changer les virgules de place. Ensuite, il y a une deuxième et peut-être même une troisième relecture au siège, par des gens qui, parfois, n'ont jamais quitté Paris ou sa banlieue. Vous ne retrouvez plus le sens général de votre copie. Au début, vous râlez, et ensuite, vous vous y faites. C'est très alimentaire : on est payé à la pige, on fait de la copie, on ne va quand même pas s'énerver et avoir des mots avec son rédacteur en chef. Mais cela fait qu'il y a une mauvaise perception.

En dehors de cet héritage colonial en France, dont il faudra peut-être attendre encore une

génération pour qu'il n'existe plus, il n'y a pas, dans toutes les rédactions, un spécialiste du Congo, de Madagascar, etc. On a donc tendance à tout mettre dans le même panier et on a toutes les peines du monde à faire comprendre ce qu'est Madagascar. On nous soutient qu'il n'y a pas de raisons pour que les Malgaches soient différents des Africains, alors que, précisément, ils le sont et c'est ce qui fait toute leur particularité.

Comme vous le savez, certains journaux marquent plus que d'autres. J'ai pratiquement connu tous les envoyés spéciaux et, en 1978, *Le Monde* a décidé que Ratsiraka était un dictateur. Les Malgaches ne s'en étaient pas aperçus, pour la bonne raison qu'ils n'en avaient jamais connu. Les mots ont une importance folle : quand je vois Staline et ses 25 millions de morts, et que l'on me dit que Ratsiraka est un dictateur, il y a quelque chose qui ne va pas et j'attends que l'on me dise combien de morts ce dernier a à son actif. Et après, on est dans ce système de pensée : Madagascar, satellite de Moscou. Je me bats pour essayer de faire comprendre qu'il n'y a pas un Soviétique derrière chaque cocotier, que tout se dénature à Madagascar, les idéologies les plus fortes comme les religions. Il y a un syncrétisme permanent qui fait que l'on fait un amalgame de tout et que tout est dénaturé. On se met à penser que la mort du communisme sera de s'étendre justement dans des pays qui le dénaturent. Lorsque les télévisions d'un pays de l'Est arrivent, le premier réflexe d'un cameraman de télévision est d'aller au mausolée : quand il voit que les sentinelles sont en train de faire la sieste sur la pelouse qui l'entoure, il comprend tout de suite qu'il n'est pas dans un pays communiste ! Pourquoi la presse française ne comprend-elle pas que l'on n'est pas dans un pays communiste ? Il y a des journalistes innocents et, parmi ceux-ci, je pense que les photographes en sont : ils croient qu'ils arrivent dans un régime policier avant de s'apercevoir qu'il n'en est rien. Michel Labro a travaillé au *Point* et il est arrivé à Madagascar au moment où il y avait une pression énorme et il trouvait que c'était affolant ce que l'on pouvait raconter sur ce pays. Puis, quand j'ai vu ce qu'a été son reportage dans le *Point*, j'ai trouvé que c'était horrifiant ; je l'ai appelé et il m'a dit qu'il n'avait pas pu faire autrement, que c'était la ligne du *Point*.

Lors de la dernière crise traversée par Madagascar, en 2001, on n'a pas dit qu'il y « avait la guerre », mais on a utilisé le mot « front » et je pense que, dans l'esprit des Français, lorsqu'on utilise ce mot, c'est qu'il y a la guerre. Je sais qu'il faut vendre, faire du commercial, entretenir le suspense ! La crise est terminée et on a utilisé le mot « pacification » parce que, pour résorber cette crise, le Président Ravalomanana a fait appel à des réservistes, dont il ne sait d'ailleurs plus quoi faire parce que lorsqu'on donne de l'importance à des gens qui n'en avaient pas, ils ont tendance à s'en servir plus longtemps que prévu. On va donc utiliser les réservistes pour continuer à pacifier. Quand vous êtes depuis très longtemps dans un pays, vous faites la part de l'information qui est à usage interne et des conséquences que cela peut avoir sur le plan externe : je peux garantir qu'en utilisant ce mot, on entraîne inévitablement dans la semaine qui suit des annulations de réservations de touristes. Or, Madagascar a besoin de touristes et on y vit très bien : il n'y a jamais eu un cheveu d'un Français touché, y compris lors des révolutions de 1972, 1991 et 2001.

On entretient une image et c'est pour cela que j'étais très intéressé par le fait de pouvoir faire passer un message. Il faut certainement plus de courage de la part des Rédactions des journaux et être plus à l'écoute des gens qui sont sur place. Ainsi, dès qu'il y a des problèmes en Afrique, il y a des problèmes ethniques et il n'y a pas de raison que Madagascar fonctionne autrement. À Madagascar, il y a 18 tribus et on oublie simplement qu'avec 18 tribus, il y a de grandes chances pour qu'elles se neutralisent. Je savais, parce que je vis plus ou moins en symbiose avec la population, qu'il n'y aurait jamais d'affrontements ethniques pendant la crise de 2001. J'ai pu l'écrire dans *Libération*, mais lors d'une visite que j'ai faite au rédacteur en chef, celui-ci m'avait affirmé que « cela allait mal à Madagascar et qu'ils allaient s'entre-tuer ». La connaissance qu'il en avait provenait d'un voyage de 48 heures et du fait que son épouse avait été mariée à un monsieur qui était né à Madagascar, ce qui ne suffit pas pour conclure que les gens vont s'entre-tuer. Tout cela procède d'une grande paresse intellectuelle que de mettre toute l'Afrique dans le même tiroir. Sur l'Afrique, je n'ai pas la prétention de parler, mais si cela peut servir à quelque chose, je peux dire que Madagascar ne fonctionne comme aucun autre pays au monde et qu'il faut travailler avec les gens qui sont sur place.

§ Michèle Leridon, Secteur Afrique, Agence France Presse

L'AFP a des correspondants dans les cinquante pays d'Afrique. Ces correspondants ne sont pas tous à plein temps pour l'AFP ; ils sont souvent recrutés localement, des Africains qui connaissent bien leur pays et qui peuvent donc nous en parler. Leurs copies n'arrivent effectivement pas directement à Paris : elles sont relues, centralisées, coordonnées par des bureaux régionaux, qui sont au nombre de 11, en Afrique. Nous avons donc un maillage très serré du continent, unique au monde, si on excepte RFI. C'est l'un des avantages de l'AFP qui est reconnue pour sa couverture de l'Afrique, y compris par des journaux américains qui reprennent nos dépêches concernant ce continent, puisque Reuters est surtout centralisée sur les problèmes économiques ou sur les grosses catastrophes. Pour notre part, nous avons un suivi quotidien, assez exhaustif, de la politique, de la diplomatie et de tout ce qui se passe dans ces pays.

Ce qui m'intéresse, c'est d'observer comment les choses sont ensuite reprises. Le filtre suivant est effectivement la manière dont les journaux vont prendre ces informations. L'étude qui nous a été présentée est relativement optimiste parce qu'il s'agit du Monde et du Figaro, qui sont les deux journaux qui consacrent le plus de place à l'information internationale, mais il est beaucoup plus compliqué d'arriver à passer le filtre d'autres journaux et, notamment, de la presse régionale. Intéresser les journaux à l'Afrique est très difficile : on le voit à travers l'étude, et on le voit encore plus lorsqu'il y a la crise irakienne. Nous le voyons de manière globale puisque nous ne servons pas que les médias français.

Pour arriver à les intéresser, on a l'impression qu'il faut des événements extrêmement dramatiques: on a le sentiment que le prix de la vie, en Afrique, n'est pas le même qu'ailleurs et qu'il faut arriver à un nombre de morts et d'atrocités vraiment important pour que cela parvienne à atteindre la conscience des gens. Ce qui peut nous aider, c'est la télévision : j'ai été en poste en Côte d'Ivoire et nous couvrons aussi la Sierra Leone, avec tous les massacres que l'on sait, dont tout le monde se contrefichait, notamment dans la presse francophone. On n'atteint un peu le niveau de conscience des gens que lorsque la télévision arrive. En effet, même si nous essayons d'être éloquentes dans nos articles, d'avoir des photos, les images télévisées sont quand même plus parlantes.

Parfois, c'est mystérieux et on ne sait pas très bien comment une information arrive. J'avais été frappée par le cas de Safia, la jeune femme condamnée à la lapidation : nous avons un excellent correspondant à Lagos qui, dès le début, a écrit sur cette question, fait des interviews de Safia... Nous traduisions ses dépêches, nous les envoyions au monde entier, et il ne se passait rien ! Je crois que c'est une ONG à Rome qui a vu un entrefilet dans la presse et qui a lancé une campagne. Je note avec intérêt que ce qui est repris dans la presse, ce sont surtout les problèmes politiques et l'information négative. Il ne faut pas se voiler la face et même si je plaide contre l'afro-pessimisme et pour que des articles positifs soient faits, il est difficile de nier que c'est un continent assez mal loti et confronté, pour l'instant, à plus de problèmes que de solutions. Lorsque se passe une énorme crise en Côte d'Ivoire, je ne peux pas demander à Abidjan de me faire des articles sur la dernière danse en vogue : ils se consacrent à ce qui se passe, et ce qui se passe, c'est ce qui ne va pas.

Nous essayons néanmoins de diversifier, avec des articles changeant de thèmes, en abordant l'agriculture, les nouvelles technologies, etc. Il s'agit de trouver des thèmes qui vont intéresser les lecteurs et les thèmes de la mode, de la musique, etc. font partie de ceux-là.

Pour sensibiliser, nous essayons également d'avoir une approche continentale, c'est-à-dire de faire des articles qui reprennent des éléments de plusieurs pays à la fois : au lieu de faire « La Guinée Bissao face à l'Irak » il est peut-être plus intéressant de regrouper des éléments, grâce au maillage dont nous bénéficions, sur la manière dont les Africains voient les choses. Lorsqu'il y a eu la guerre en Irak, notre politique a été de demander aux gens de ne pas baisser les bras et de continuer à suivre. J'ai été surprise de voir que, malgré la guerre en Irak, il y a encore eu des reprises sur Bangui et la situation en Centrafrique, y compris dans des journaux en Jordanie, ce qui peut paraître surprenant. Bien sûr, il faut aussi se raccrocher au thème, car il ne faut pas couper ce continent du reste du monde et il faut traiter tous les angles possibles, et il y en a beaucoup : la façon dont les médias africains traitent le conflit, les répercussions que cela peut avoir au niveau religieux, l'embarras des autorités des pays du Maghreb, etc. Raccrocher l'Afrique à l'actualité mondiale me paraît être un moyen de valoriser cette information et de ne pas couper ce continent

du reste du monde.

§ Jean-Marie Charon, Sociologue des médias, CNRS

Que représente le secteur « Afrique » pour l'AFP en nombre de journalistes ? Je sais qu'à l'AFP, vous parlez souvent en nombre de mots. Avez-vous une idée de l'ordre de grandeur de ce que représente l'Afrique par rapport à ce qui est produit chaque jour par l'AFP ?

§ Michèle Leridon, Secteur Afrique, Agence France Presse

L'AFP a un correspondant par pays, soit une cinquantaine, et 11 bureaux régionaux, qui sont de tailles très variables : cela peut aller du bureau d'Alger qui ne couvre que l'Algérie au bureau de Nairobi qui couvre une très grosse zone, notamment Madagascar. Cela fait une centaine de journalistes, auquel il faut ajouter le Desk Afrique, à Paris, qui relit la copie qui arrive d'Afrique et la revalide sur le reste du monde. L'AFP, c'est 2000 personnes et 800 journalistes.

§ Claude Cirille, ancien correspondant de RFI à Abidjan

J'ai été correspondant de RFI à Abidjan pendant un peu plus de deux ans et je ne le suis plus depuis quelques jours. La principale difficulté, lorsqu'on est correspondant à Abidjan, dans un pays en crise comme l'est la Côte d'Ivoire, depuis une dizaine d'années, est de faire comprendre aux Ivoiriens qu'en couvrant cette crise, nous ne devons pas être parties prenantes de la crise. L'un des reproches que m'a fait le camp loyaliste et gouvernemental est d'avoir diffusé les propos de la rébellion, arguant du fait que, eux étant gouvernement légal, ces rebelles, ces assaillants, ces insurgés, étaient dans l'illégalité et n'avaient donc pas à intervenir sur une antenne comme la nôtre. Toute la difficulté consistait à leur expliquer que nous étions une radio internationale et non pas une radio ivoirienne et que notre travail consistait à informer l'ensemble de nos auditeurs sur tous les aspects de la réalité de la crise ivoirienne : l'un de ces aspects, aujourd'hui, c'est quand même la rébellion, dont il était intéressant d'entendre les propos. Ce qui est contradictoire, c'est qu'en même temps qu'ils nous faisaient le reproche de diffuser le propos de la rébellion, ils étaient très attentifs à les écouter, ne serait-ce que pour savoir qui ils étaient. Au début de la crise, les images des rebelles diffusées sur TV5 par l'intermédiaire de France 2 ou les propos diffusés sur notre antenne ont été très écoutés parce que les gens du pouvoir à Abidjan ne les connaissaient pas : c'était donc pour eux une façon de s'informer de la réalité.

Cela rend donc le travail de correspondant un peu compliqué à vivre au quotidien, mais c'est compliqué pour tout le monde. C'est compliqué pour le correspondant de RFI parce que RFI bénéficie d'une forte écoute et qu'il y a une sorte de fixation autour de notre antenne ; c'est également compliqué pour tous les journalistes internationaux qui sont amenés à circuler dans le pays dans de telles conditions ; mais c'est aussi compliqué pour les journalistes ivoiriens : 12 quotidiens paraissent en Côte d'Ivoire, malgré la crise, dont certains peuvent être considérés comme des médias de la haine, mais un certain nombre d'entre eux essaie malgré tout de faire un travail d'information et les choses sont encore plus difficiles car ils sont ivoiriens et peuvent donc être suspectés de trahison s'ils font un peu trop écho aux propos et aux faits de la rébellion.

§ Jean-Marie Charon

La place particulière de RFI conduit-elle à ce que votre couverture soit davantage reprise par les autres radios françaises ? Ou avez-vous le sentiment de travailler uniquement pour cette radio, à côté d'autres médias ? En effet, il me semble que RFI a un peu un rôle d'agence ou de spécialiste vis-à-vis de vos confrères.

§ Claude Cirille, ancien correspondant de RFI à Abidjan

Il est sûr que, vis-à-vis des journalistes de passage, nous avons un rôle de conseil, ne serait-ce que pour donner des numéros de téléphone à des confrères ou pour leur expliquer la façon dont nous voyons les choses, mais c'est aussi le cas des journalistes qui sont en poste pour l'AFP. Par exemple, le bureau de l'AFP à Abidjan est le point de rencontre de tous les journalistes de passage parce que c'est là que les informations sont les plus fraîches. Notre rôle ne va pas au-delà.

§ Pierre Cherruau, *Courrier International*

Nous jetons à la fois un regard sur la presse étrangère, mais aussi sur la presse française, puisque notre rôle est d'avoir un regard un peu décalé par rapport à ce qui a été publié dans la presse française.

On ne peut pas dire que l'Afrique soit absente des médias français. On peut même dire le contraire : la France est certainement le pays occidental où l'Afrique est la plus présente. La grande absente est plutôt l'Amérique Latine. On peut se dire que des pays comme l'Inde et la Chine qui, démographiquement et économiquement, représentent plus que l'Afrique sont sous-représentés. On est donc face à un problème qui concerne davantage la manière dont l'Afrique est traitée que la quantité d'articles qui lui est consacrée. Souvent, l'Afrique est traitée à travers les fantasmes, car c'est un continent avec lequel les Français ont des liens forts depuis très longtemps : on peut dire que l'on n'est pas sorti des fantasmes coloniaux, dans la presse française, mais encore plus dans d'autres presses qui ont un suivi moins attentif de ce continent.

Précédemment, Michèle Leridon évoquait Safia Hussein et, pour moi, c'est un exemple frappant. Cette Nigérienne a été condamnée à mort par lapidation et sa peine n'a jamais été exécutée puisqu'elle a été exfiltrée très rapidement par les Italiens. Il y a eu une campagne sur Internet et le pays qui s'est le plus mobilisé dans cette campagne est l'Italie. Ce pays s'est mobilisé au moment où Berlusconi commençait à attaquer l'Islam et au moment où une journaliste italienne publiait un pamphlet contre l'Islam en disant que ces gens-là ne sont pas civilisés. Au Nigéria, aucune femme n'a été lapidée : cela ne s'est jamais fait et tout le monde pense, sur place, que cela ne se fera jamais. On constate que dans la partie Sud du pays qui est chrétienne, des gens sont régulièrement tués par des milices d'auto-défense chrétiennes ; contrairement à la chari'a dans le Nord, il n'y a pas de jugement et ces gens sont souvent brûlés vif ou crucifiés sur les portes de Lagos. Or, vous ne lirez jamais une ligne dans la presse là-dessus. Il n'y a pas forcément de malveillance de la part des journalistes, mais cela n'entre pas dans notre grille de lecture.

Cette vision un peu fantasmagique de l'Afrique vient aussi du fait que le sujet est souvent trop complexe pour des gens qui ignorent beaucoup de choses du pays concerné et, à une époque, c'était l'opposition communistes/pro-Américains ou pro-Français, ensuite cela a été une opposition Blancs/Noirs, et maintenant la nouvelle grille de lecture est Islam contre christianisme. La grille de lecture Blancs contre Noirs est quelque chose qui fonctionne très bien : nous le voyons dans la presse anglo-saxonne et on peut parler d'une sorte de délire de la presse anglaise qui, tous les jours, mettait le Zimbabwe à la Une. Parfois, c'était pour de bonnes raisons, parce que des fermiers blancs avaient été tués, mais la Une pouvait tout aussi bien être consacrée à un chien de fermier qui avait tué. Sur le plan statistique, vingt fermiers seulement ont été tués, ce qui est sans commune mesure avec le nombre d'opposants zimbabwéens qui ont été tués, plusieurs centaines, mais cela n'intéresse pas du tout les médias anglo-saxons. Le nombre de fermiers blancs tués au Zimbabwe est même très faible par rapport au nombre de fermiers tués en Afrique du Sud qui s'élève à plusieurs centaines : là encore, ce n'était pas dans la bonne grille de lecture et cela n'intéressait pas les gens. Dans le cas du Zimbabwe, on a pu voir que même l'élection présidentielle a beaucoup moins intéressé que les problèmes entre fermiers qui, encore une fois, sont très peu nombreux – 50 000 sur une population totale de 14 millions d'habitants.

On voit aussi que, d'une presse à l'autre, on veut dire aux gens qu'il faut voir comment nos anciennes colonies sont importantes : la France parle beaucoup de la Côte d'Ivoire, mais pour le reste de la presse occidentale, la Côte d'Ivoire n'existe pas. Un reportage du Guardian a parlé de la Côte d'Ivoire comme d'un conflit à oublier. Dans la presse française, on vous dit régulièrement que la Côte d'Ivoire est la première puissance économique d'Afrique de l'Ouest et on oublie d'ajouter « francophone » puisque la Côte d'Ivoire représente très peu de chose par rapport au Nigéria et même par rapport au Ghana. On va toujours parler des anciennes colonies en considérant que ce sont les pays les plus importants d'Afrique. Les Français ne sont d'ailleurs pas les seuls à faire cela : les journalistes d'*El País* vont au Maroc, ils disent souvent dans leurs reportages que les Marocains sont nostalgiques de la colonisation espagnole, qu'ils parlent tous espagnol et que beaucoup d'entre eux voudraient être recolonisés. On observe un peu la même chose avec le voyage de Jacques Chirac en Algérie : en lisant certains journaux, on a l'impression que les Algériens veulent être recolonisés immédiatement tellement Chirac les a séduits.

Ce prisme Blancs contre Noirs, islam contre christianisme, et des événements échappant à ce

modèle sont très peu traités : on n'a pratiquement pas parlé de la transition au Ghana, de la fin du régime de Jerry Rawlings qui avait duré très longtemps et du fait que ce régime ait accepté sa défaite. D'ailleurs, le Ghana est un pays dont on ne parle jamais alors que, démographiquement et économiquement, il est de la taille de la Côte d'Ivoire, sinon plus important maintenant. C'est la même chose en ce qui concerne la transition réussie au Kenya, ou la présidentielle qui va avoir lieu dans quelques jours au Nigéria et on en parlera certainement beaucoup moins que de l'annulation de l'élection de Miss Monde alors que c'est sans doute un événement plus important pour les Nigériens. Pour rester sur cette idée de choses dont on ne parle pas et du traitement de type « faits divers » de l'Afrique, on peut constater qu'il y a eu beaucoup plus d'articles sur Safia Husseini que sur les 2,5 millions de morts au Congo de ces dernières années. Il ne suffit donc pas qu'il y ait des morts pour que cela intéresse les gens, il faut aussi qu'ils puissent s'identifier : Safia Husseini, c'est une femme et on peut s'identifier à elle ; les femmes et les enfants sont des victimes auxquels les gens peuvent s'identifier, et dans le monde musulman, cela leur apparaît comme une priorité de défendre ce genre de choses.

Récemment, on s'est mis à parler des Pygmées du Congo parce que ce sont des populations victimes, apparaissant comme sans défense et il y a eu beaucoup d'articles sur cette question. Là aussi, on retrouve le fantasme colonial, notamment dans la presse espagnole, avec le « bon prêtre » qui explique ce qu'il faut penser des Congolais et comment ils en sont arrivés à un tel degré de sauvagerie.

On se rend compte que, souvent, les gens nous demandent pourquoi on ne parle pas, par exemple, de la Centrafrique : les médias anglo-saxons ne s'intéressent pas du tout à la Centrafrique et les médias africains n'ont pas les moyens d'aller faire des reportages sur place. La qualité de la presse est très liée à la puissance économique : le *New York Times* peut demander à l'un de ses journalistes de partir travailler pendant six mois sur la Sierra Leone pour écrire un seul article, en lui fournissant des moyens pratiquement illimités. À l'inverse, beaucoup de journalistes africains ne sortent même pas de la capitale et même lorsqu'ils vont en reportage dans la capitale, le journal ne leur paie pas les frais. C'est la raison pour laquelle un certain nombre de sujets ne sont pas traités : il y a une impossibilité économique.

§ Jean-Marie Charon

Comment les choses se passent-elles, en interne, au *Courrier International* ? Avez-vous des pages automatiquement sur votre secteur ou faut-il se battre pour les avoir ? Vous demande-t-on des sujets plutôt que d'autres ?

§ Pierre Cherruau, *Courrier International*

D'emblée, nous regardons la presse française, notamment *Le Monde* car nous savons que beaucoup de nos lecteurs le lisent également régulièrement, ainsi que *Libération* et *Le Figaro*. Puis, nous essayons d'apporter des angles différents et, surtout, pour ma part, j'essaie de privilégier le reportage pour éviter de rester trop dans cette dimension fantasmagique que j'ai évoquée et je trouve qu'en allant sur place, les gens peuvent apporter une dimension différente. Je trouve d'ailleurs que la presse américaine, souvent critiquée à juste titre, a un regard souvent intéressant sur l'Afrique : les sujets de sociétés sont souvent abordés et j'ai l'impression qu'ils font beaucoup de terrain. Là aussi, c'est une question de moyens : le reporter du *New York Times* ou du *Washington Post* va pouvoir passer huit jours dans le delta du Niger, parler avec tout le monde et ensuite écrire trente feuillets sur le sujet. Peut-être aussi ont-ils un rapport différent avec les gens, d'abord avec le lectorat qui a peut-être moins de fantasmes par rapport à l'Afrique et les Américains ont parfois un regard plus neuf en ce qui concerne un certain nombre de sujets. Leurs interlocuteurs leur parlent certainement différemment et les laissent peut-être plus travailler car, pour un certain nombre de médias français en Afrique francophone, c'est assez compliqué car ils sont sous surveillance et ils subissent une pression.

ÉCHANGES...

§ Cyril Lemieux, sociologue

D'abord, il me semble que la couverture médiatique doit toujours être envisagée comme un enjeu de lutte et, donc, comme un rapport de forces. Finalement, c'est ce rapport de forces qu'il faut comprendre pour, éventuellement, tenter de le modifier.

En second lieu, certains intervenants ont insisté pour dire qu'il n'y avait peut-être pas de sous-médiatisation de l'Afrique. On peut alors se demander s'il est normal que les gens qui ont voté pour le Prix de l'impasse aient choisi l'Afrique. Cela signifie qu'il y a quand même un fort sentiment d'une sous-médiatisation. Comme l'ont souligné certains intervenants et, notamment, Michèle Leridon, cela dépend beaucoup des médias : certains traitent de l'Afrique, mais d'autres en parlent beaucoup moins ; c'est le cas, par exemple, de la presse régionale. En troisième lieu, comme l'ont dit d'autres intervenants, c'est sans doute davantage un problème qualitatif que quantitatif : le sentiment d'injustice vient tout autant de la façon dont on parle, du type d'intérêt que l'on manifeste et de tous les aspects que l'on tait sur l'Afrique – la puissance des stéréotypes, la superficialité du traitement et le fait qu'à l'intérieur de ce traitement, un grand nombre de sujets sont mal traités ou sous-traités.

Il me semble que le cas du traitement de l'Afrique dans les médias constitue une sorte de loupe grossissante pour comprendre des tas de problèmes qui se posent plus généralement dans la médiatisation et, notamment, pour éloigner assez radicalement toutes les théories du complot. Je crois que dans tout ce qui a été dit, il y a beaucoup d'éléments qui permettent plutôt la sous-médiatisation ou la mauvaise médiatisation, ainsi que la mauvaise organisation du travail. Le premier groupe de questions que je souhaite poser concerne les sources dont disposent les journalistes lorsqu'ils veulent traiter de l'Afrique et la question de l'intéressement du public, avec le formatage de l'information.

Sur la question des sources, il a été dit que les médias s'intéressent surtout à l'Afrique francophone et les médias anglais à l'Afrique anglophone. Cela amène immédiatement à se tourner vers les structures coloniales et leur persistance et je crois que cela recoupe les observations de Christian Chadeaux sur le fait que, au moins dans le cas français, c'est souvent le bureau qui décide et non pas le terrain ; c'est le bureau qui est proche des sources parisiennes. Comment les gens des sièges parisiens se font-ils une idée de la réalité sur le terrain et quelles sont leurs sources ?

Effectivement, on peut penser que ce sont plutôt des sources officielles, gouvernementales, l'armée, le ministère des Affaires étrangères, la Coopération, les services français, etc. Donc, de quel type de sources disposent les gens qui décident et qui se trouvent plutôt à Paris que sur le terrain ?

De quel type de relais les gens qui veulent promouvoir certains événements en Afrique disposent-ils à Paris ? Quel est le rôle d'un certain nombre d'ONG ou d'associations qui essaient de mobiliser les médias ?

Concernant les sources dont disposent les correspondants et les envoyés spéciaux, on peut dire également qu'il existe un problème de dépendance aux sources. J'imagine que lorsqu'on reste un certain temps dans un endroit, se pose la question de la « compromission », du manque de distance... Ce sont des problèmes tout à fait classiques et je voulais interroger les intervenants sur le type de pression que l'on peut subir, des amitiés qui peuvent se nouer et de l'impact que peut avoir le fait d'écrire dans des journaux parisiens sur le statut dont on dispose localement. Y a-t-il un monnayage de l'influence que l'on peut avoir sur la presse française ?

Une seconde série de questions tourne autour de la formule utilisée par Pierre Cherruau : « Cela n'intéresse pas les gens. » Qui sont « les gens » ? Les journalistes ? Les gens tels que les journalistes se les représentent ? Une fois que l'on s'est dit que « cela n'intéressait pas les gens », tout le travail des journalistes est de rendre les choses intéressantes ! D'où l'emploi des stéréotypes, la préférence pour la dramatisation et pour un certain type d'informations dont on sait que cela va flatter un certain nombre de fantasmes et d'idées reçues. En revanche, dès que l'on va avoir des informations plus complexes, qui ne peuvent pas être traitées dans la superficialité, qui vont demander une présentation beaucoup plus nuancée, on peut imaginer que ce n'est pas impossible, mais que cela devient beaucoup plus difficile. Cette question de la simplification est, me semble-t-il, directement liée à l'intéressement du public et, d'autre part, il me semble que lorsqu'on parvient à intéresser, on ne parvient pas à le faire très longtemps : la Côte d'Ivoire a disparu à l'heure actuelle des médias, la

Centrafrique n'est pas très présente non plus... Un fait divers m'avait marqué : en janvier 2002, une usine d'armement a explosé à Lagos, une dépêche disant qu'il y avait 600 morts ; il y a eu une photo légendée dans *Libération*, une brève dans *Le Monde*, la radio en a parlé et après... plus rien ! On n'a pas su s'il y avait réellement eu 600 morts, ni pourquoi cette usine avait explosé, quelles étaient les conséquences sociales et sanitaires de cette explosion, ce qu'il y avait derrière, et je me dis que si cela s'était passé sur le sol américain, on en aurait certainement entendu parler beaucoup plus. Pourquoi a-t-on du mal à parler d'un tel cas et, surtout, à aller plus loin que la livraison brute d'une information ?

§ Christian Chadefaux, Correspondant d'agences à Tananarive

L'information est un produit commercial ! Elle doit se vendre et elle commence à se vendre à partir du moment où le marché s'est intéressé au sujet. Dès qu'un média a évoqué un sujet, c'est la surenchère ! Si un journal évoque 18 morts dans un événement et un autre 20 morts, le premier va immédiatement s'assurer qu'il n'y en a pas deux de plus, etc.

S'il y a des « compromissions », c'est seulement dans le regard que je porte depuis une quarantaine d'années sur la manière dont les médias français traitent ce pays. Pour en prendre un exemple, lorsqu'un envoyé spécial vient à Madagascar, il cherche immédiatement à rencontrer le Père Pedro. Il y a dix ans, ils cherchaient immédiatement les enfants qui mangent dans les poubelles – je les vois tous les jours, cela fait partie du paysage et je ne vais pas faire un papier tous les jours sur ce sujet des enfants qui mangent dans les poubelles. On me dit que c'est parce que les envoyés spéciaux ont un regard neuf : si le premier regard neuf c'est d'aller voir les enfants qui mangent dans les poubelles, c'est-à-dire le sujet que traitent tous les journaux, ce n'est pas la peine ! Imaginez qu'un envoyé spécial africain ou malgache soit envoyé en France et qu'il revienne avec un reportage sur la France qui soit limité aux SDF ; il fait des photos des gens qui croupissent dans des cartons et il dit : « Voilà ! C'est ça la France ! » Imaginez la réaction de l'Ambassade de France. Or, c'est l'image que l'on donne. J'ai fait des rapports entre le nombre de sans abri qu'il y avait à Tananarive et ceux qu'il y avait à Paris : en pourcentage, il y en a beaucoup moins.

La question des sources est un problème énorme. Dans les agences de presse, c'est quelque chose de démentiel. Au bout de quarante ans, on devient sa propre source, dans la mesure où je ne me vois pas poser des questions à des gens, hommes politiques, ministres, sociologue ou historien ; ils vont me dire que je connais la réponse ! Pourtant, il faut que je mette le nom de l'un ou de l'autre dans la dépêche. Tout cela est totalement ridicule. Les Américains fonctionnent d'ailleurs de la même manière. Les sources sont un problème car lorsque l'envoyé spécial arrive, il va rencontrer le premier « zozo » venu, même si c'est quelqu'un en qui il est impossible d'avoir confiance, il va noter, c'est une source ! Et ensuite, il va falloir perdre un temps fou à expliquer qu'il n'est pas crédible, etc.

Sur la durée, les Malgaches se disent que leur pays n'est perçu qu'à travers les enfants qui mangent dans les poubelles et à travers l'œuvre magnifique et admirable du Père Pedro. Et il est difficile d'intéresser sur d'autres sujets parce que, à qui va-t-on vendre ? C'est plus plaisant lorsqu'on travaille en direct avec un journal parce que davantage de liens s'établissent, mais en termes de dépêches, c'est le marché qui fait la loi, marché que l'on peut d'ailleurs déclencher à force d'insistance.

Concernant la télévision, pendant près de 25 ans on a ostracisé Madagascar. Régis Faucon vient faire un reportage au bout de dix ans de révolution socialiste et cela commence dans ce pays où personne n'est pratiquement venu alors que l'on sait que trois avions d'Air France s'y posent par semaine. N'y a-t-il personne dans ces avions-là ? C'est d'une malhonnêteté intellectuelle faramineuse. On parle de « ce pays où on arme les enfants » en oubliant que l'école des enfants de troupe a été créée sous l'administration coloniale et que ce n'est que la suite de ces événements ! On ne peut être que solidaire avec les Malgaches sur cette façon dont beaucoup de médias français traitent l'actualité. Le problème est qu'il faudrait malgachiser les correspondants et malgachiser la presse, mais que le regard ne serait pas plus objectif car les Malgaches ont quand même du mal à se décrire tels qu'ils sont. Cela me paraît normal car ils n'ont pas dans leurs comportements sociaux, dans leur vision politique, que des qualités et cela fausserait aussi les choses. Il y a une difficulté

des journalistes malgaches à approcher l'objectivité dans des cas de crise comme celle que vient de vivre le pays.

§ Michèle Leridon, Secteur Afrique, Agence France Presse

Il est vrai qu'il faut vendre, que c'est le marché qui fait la loi : on vend un produit mais, ceci étant, si on veut vraiment « faire de l'argent », on ne se branche peut-être pas sur l'Afrique ! Il y a effectivement un côté un peu militant : à l'AFP, les journalistes qui partent en poste en Afrique sont ceux qui ont envie de faire passer de l'information sur ce continent et ce n'est pas pour l'argent. Dans les journaux, en particulier, pour arriver à faire passer son article, à avoir la place nécessaire, il faut se battre dans les Rédactions. À l'AFP, nous avons la chance de pouvoir donner autant de dépêches que nous le voulons, mais nous essayons aussi de nous adapter au flot du « copies » du quotidien.

Je trouve également intéressant le phénomène de loupe grossissante : nous, journalistes, du fait de notre métier et de notre formation avons des défauts qui sont peut-être un peu accrus en Afrique. Il y a le problème du zapping : nous avons effectivement du mal à nous intéresser longtemps à quelque chose et c'est peut-être encore plus vrai en Afrique. On a également l'impression que les journalistes ne sont capables de ne s'intéresser qu'à une seule chose à la fois : lorsqu'il y a eu le naufrage du Jola, en même temps un événement était assez lourd dans la crise en Côte d'Ivoire, et il y a eu deux titres « africains » sur France Inter, ce qui est exceptionnel. De la même manière, Christian Chadeaux n'a pas tort de parler de « surenchère » : il peut parfois y avoir des pressions car on sait que c'est ce qui est le plus spectaculaire qui sera le plus repris dans la presse. Tout comme il y a aussi parfois du « copiage » : les journalistes se nourrissent des autres journaux et quand un sujet apparaît dans un journal, la Rédaction en chef d'un autre va s'en inspirer, le redemander à son tour, et on en arrive à un cercle fermé.

Concernant les sources, c'est une règle absolue en agence : il faut effectivement attribuer les propos et les informations à ceux qui nous les donnent et l'anonymat n'est pas possible. Plus la crise est délicate et importante, plus il est précieux pour nous de savoir qui parle, où il se trouve, si c'est un Malgache de Paris ou un Malgache de Tananarive, etc. Il faut savoir d'où les gens parlent, qui ils sont, quelle position ils occupent, parce que cela fait partie de l'information. Pour avoir travaillé beaucoup en Afrique, je pense que c'est à la fois plus facile qu'en France parce qu'on a beaucoup moins de filtres, de communication, d'attachées de presse, etc. On a plus facilement un ministre au téléphone, voire un chef d'État, sans tous ces intermédiaires dont nous avons besoin, mais qui parfois bloquent le contact direct avec l'interlocuteur que nous souhaitons rencontrer. Parfois, en revanche, il est plus difficile de travailler parce que, justement, si ce n'est pas le ministre qui parle, il n'y a personne d'autre, alors qu'à Paris, il est possible de trouver d'autres interlocuteurs que le ministre en titre. Un autre problème des sources, en Afrique, est que souvent, sur les questions statistiques, il est difficile d'avoir des chiffres précis.

Sur la question des sources à Paris, la première source est le correspondant : c'est la personne qui est sur le terrain qui nous dit ce qu'il se passe. C'est le bureau régional et le correspondant qui ont raison. Si la concurrence s'obstine dans un sens et nous dans un autre, c'est celui qui est sur le terrain qui choisit. Ensuite, il y a ici des rubricards sur l'Afrique qui sont en contact avec le Quai d'Orsay ou d'autres relais, mais ce n'est pas ce qui détermine notre ligne.

§ Cyril Lemieux

On peut s'interroger sur l'alignement des presses nationales sur l'attitude de leurs gouvernements. Par exemple, en Côte d'Ivoire, on peut avoir l'impression que les médias français ont pris plutôt un point de vue symétrique, en relevant le point de vue des rebelles par rapport à celui du Gouvernement Gbagbo. Quels sont les liens entre ces médias français et les pouvoirs publics français ?

§ Claude Cirille, ancien correspondant de RFI à Abidjan

Concernant les sources et le rapport que l'on peut avoir avec les représentants français sur le terrain, parce que RFI est financé par le ministère des Affaires étrangères, est-on le porte-voix du Quai d'Orsay ? Ce n'est pas le cas. En ce qui me concerne, les rapports que j'ai eus avec

l'Ambassade de France ont été ceux que n'importe quel journaliste de passage peut avoir : c'est seulement une source d'informations.

Sur le terrain, nous faisons attention à ce que l'on dit, à la manière dont on le dit et aux mots que l'on utilise. Nous faisons aussi attention à la véracité de ce que l'on avance. À la radio, le conditionnel n'existe pas : l'information est ou n'est pas. Il m'est arrivé de ne pas donner une information qui n'en est qu'au stade de la rumeur parce que je n'en étais pas sûr, sachant quelles conséquences cela pouvait avoir sur le terrain.

Nous faisons aussi attention aux mots que nous utilisons. Pour donner un exemple précis, il y a quelques mois, ont eu lieu des affrontements inter-tribaux à proximité d'Abidjan : pendant une heure ou deux, nous nous sommes demandés si nous allions désigner de façon très précise le nom des ethnies en question ; finalement, nous l'avons fait parce qu'il fallait le faire, mais la question s'est posée parce que nous envisagions le fait que les habitants d'Abidjan appartenant à l'une ou l'autre de ces ethnies ne réagissent. Nous avons cette contrainte de ne pas mettre en danger la vie des gens, ce qui peut nous conduire à de la prudence que l'on pourrait trouver excessive sur un autre média. Avec ce que l'on dit, on peut tuer les gens, donc on réfléchit et on prend le temps. La politique de RFI est de ne pas se précipiter. Nous sommes une chaîne « tout info » et c'est pour cela que nous pouvons nous permettre d'attendre une heure ou deux heures, voire une journée entière, avant de diffuser une information. C'est en tout cas de cette manière que la crise ivoirienne a été traitée et c'est ainsi que nous travaillons depuis toujours.

§ Jean Lecerf, *Le Figaro*

Il y a deux mots que je ne me rappelle pas avoir encore entendu ici : paix et développement, comme si ce n'était pas deux grands problèmes de l'Afrique. Qu'est-ce qui intéresse le lecteur en ce qui concerne l'Afrique ? Ce n'est pas tellement le détail de l'évolution de tel ou tel pays, mais plutôt l'évolution de certains grands problèmes qui se posent dans différents pays. Effectivement, le journaliste répond à la question « quoi de nouveau ? ». Mais, à partir d'un fait nouveau, on peut quand même développer un aspect qui concerne différents pays sur ce problème, de même qu'en Europe, les problèmes inter-gouvernementaux prennent de plus en plus d'importance.

Le problème qui m'intéresse le plus, c'est celui de la paix. Ce n'est pas le nombre de morts, les exploits des violents, mais ce sont les efforts méritoires, qui peuvent souvent être une épopée, de ceux qui luttent pour arriver à préparer la paix. Très souvent, ces actes sont très minoritaires alors que les actes des violents sautent aux yeux alors que ces gens qui veulent travailler à la paix, il faut les chercher et les écouter : le journaliste ne peut pas les présenter comme des gens de très grande influence car, la plupart du temps, ce n'est pas le cas. En revanche, à votre avis, a-t-il la possibilité de dire qu'ils existent, de dire quel est leur langage ? Je crois que cela a beaucoup d'importance parce que c'est ce qui peut préparer des solutions vraies, des solutions de paix. Qu'en pensez-vous ?

§ Michèle Leridon, Secteur Afrique, Agence France Presse

Vous avez raison, mais lorsqu'on dit que pour rendre les choses intéressantes, il faut les dramatiser, ce n'est pas tout à fait exact puisque, comme le disait Pierre Cherruau, la guerre au Congo n'intéresse pas. Donc, je pense qu'il y a des choses que nous essayons de faire, même s'il est vrai qu'il est difficile d'intéresser les gens. Nous faisons des portraits, des membres des ONG, des femmes dans leur travail au quotidien, mais aussi dans les ONG pour les droits des enfants ou des femmes, etc. car cela aussi, c'est travailler pour la paix. On leur donne la parole, mais il est vrai que ce ne sont pas toujours ces personnes qui sont sur le devant de l'actualité parce que, en effet, leur sphère d'influence n'est pas très importante. Ces sujets-là émergent quand même et je crois que l'on peut intéresser en montrant d'autres aspects de l'Afrique.

§ Non présentée

Je suis portugaise et, au Portugal, nous suivons l'Angola, le Mozambique, le Cap Vert... Ce sont des comportements normaux, liés à nos représentations sociales, etc. Pourquoi, à l'Université de la Communication d'Hourtin a-t-on dit que l'Afrique n'était pas couverte et qu'elle était absente des médias ? Peut-être justement parce qu'elle est présente, mais que l'on se dit que les gens s'attendent à ce qu'on couvre les guerres, l'actualité, ce qui se passe sur le terrain tous les jours, alors qu'ils attendent également une couverture sur ces thèmes émergents qui n'est peut-être pas

encore suffisamment présente.

§ Pierre Cherruau, *Courrier International*

Sur le conflit de la Côte d'Ivoire, on a parfois l'impression que certains chefs rebelles ont été un peu magnifiés, et il est vrai qu'il a une valorisation des actes guerriers dans un certain nombre de conflits et que l'on ne parle pas du reste de la population qui, pourtant, fait des choses bien. Il ne faut pas oublier un aspect dont nous avons très peu parlé, c'est que l'information est un bien marchant, même si on peut le regretter, et à chaque fois que nous faisons notre Une sur l'Afrique, nous constatons que l'Afrique « vend bien » quand on parle des guerres ! Nous le voyons également sur notre site Internet puisque nous pouvons savoir combien de gens se connectent sur chaque article, combien de temps ils y passent, et nous constatons que ce qui marche, c'est la Côte d'Ivoire et l'Algérie. Il y a quand même une grosse différence entre le discours des gens et la réalité ; c'est la même chose lorsque les gens vous disent qu'ils préféreraient avoir plus d'émissions littéraires à la télévision et que, ensuite, lorsqu'on voit l'Audimat, on constate que ce ne sont pas ces émissions-là qui attirent le plus de téléspectateurs.

Dans les rédactions, on peut pousser pour faire un sujet positif sur l'Afrique en Une, sauf que si cela ne marche pas, la prochaine Une sur l'Afrique devra attendre très longtemps. C'est compliqué car, si on parle des choses qui vont mal, ça marche et si on parle des choses qui vont bien, ça ne marche pas, donc, de ce fait, on ne peut pas parler de l'Afrique. Les médias sont obligés de parler en termes de vente, de connexion Internet, de reprises pour l'AFP et il faut trouver un équilibre entre les deux.

§ Jean-Marie Charon

Je ne m'explique pas pourquoi, compte tenu de l'influence que peuvent avoir les arts issus de l'Afrique dans les arts que nous pratiquons, cela représente aussi peu en télévision. Lorsqu'on dit que « cela n'intéresse pas les gens », il y a là une sorte de décalage entre une sorte d'omniprésence africaine dans les arts mis sur le devant de la scène, par exemple à Paris aujourd'hui, et l'absence du foyer culturel que représente l'Afrique dans les médias.

§ Michèle Leridon, Secteur Afrique, Agence France Presse

Vous évoquez Paris, et il est vrai que la scène africaine est peut-être plus forte à Paris que dans certaines capitales africaines. Sur le cinéma, notamment, il y a le Fespaco, mais ce sont des films déjà sortis en France, souvent produits en partie par la France. Il est plus facile d'en parler en France que de là-bas.

§ M. Tchipeya, originaire du Congo, responsable d'un réseau de 120 radios associatives en France qui s'échangent des programmes

Mon intervention concerne la manière dont fonctionne le journalisme. J'ai l'impression que ce à quoi on habitue les lecteurs ou les téléspectateurs, c'est essentiellement la consommation immédiate de l'information. On a l'impression que les journalistes doivent courir derrière de l'information, la fournir la plus fraîche possible pour qu'elle soit consommée, achetée le mieux possible, avec le plus de chance d'être consommée fraîche. Je crois qu'il y a une sorte de comportement vis-à-vis des informations qui découle de cette manière de fonctionner. En particulier, lorsqu'il s'agit de l'Afrique, un problème supplémentaire me semble se poser : il est très difficile de faire parvenir une information véritablement « fraîche » et, en même temps, il est très difficile de capter les choses positives qui se passent, ou dans le sens du développement, ou dans le sens de la paix. La personne qui a parlé de la recherche de la paix et de la nécessité, pour les journalistes, de rechercher des gens capables de porter cette parole-là, a tout à fait raison.

Il me semble important d'interroger la manière dont fonctionne le journalisme, à la fois par rapport à une consommation de l'information à court terme et par rapport à ce qui est de l'ordre de la formation par l'information. J'ai beaucoup aimé la présentation des fantasmes – Blancs/Noirs, francophones/anglophones... –, c'est très intéressant, mais cela signifie que les gens ne consomment l'information que selon des critères qu'ils ont acquis ou dont ils ont hérité dans leur propre apprentissage de la réception de l'information. Il est peut-être nécessaire de faire en sorte que les gens puissent recevoir autrement l'information. Il faut peut-être qu'il y ait une meilleure

éducation à être informé par le reportage, à être informé par ce qui est valorisant, à être informé par un suivi dans le temps d'une information particulière initiale.

Nous sommes en butte au problème de l'information réduite à l'actualité et non pas l'information comme création d'un processus formateur.

§ Christian Chadefaux, Correspondant d'agences à Tananarive

En Afrique, le journalisme, c'est un statut et ce n'est pas forcément une mission à remplir. Pour parler de Madagascar, pour avoir débuté très jeune dans ce métier, j'ai compris qu'il ne fallait pas simplement informer, mais qu'il fallait surtout éduquer puisqu'on apporte beaucoup de crédit à la chose écrite. Or, la génération actuelle de journalistes malgaches refuse systématiquement d'éduquer : il n'est pas dans le rôle du journaliste d'éduquer, il doit simplement informer.

Concernant la paix et le développement, il y a encore une exception malgache qui irrite beaucoup, à savoir que l'on a un pays en paix, mais qui est terriblement pauvre. On entre là dans un schéma qui ne peut pas être compris : comment un pays qui n'a jamais connu de guerres civiles, qui dispose de grandes richesses, peut-il être dans un tel état de pauvreté ? Ce n'est pas simple à expliquer en 400 mots et, malheureusement, c'est ce que l'on va vous demander de faire dans une dépêche. Il est très difficile d'intéresser les Malgaches eux-mêmes à ces problèmes de développement. Ils sont très fiers de se démarquer par rapport à l'Afrique et d'être en paix, que les événements politiques aussi forts et aussi tendus ne dégénèrent pas, comme en Afrique par des affrontements ethniques, et c'est peut-être ce qui fait leur spécificité qui leur permet de rester en paix avec eux-mêmes parce qu'ils ne veulent surtout pas être comparés aux Africains. Mais, lorsqu'il s'agit du développement, c'est un point d'interrogation énorme.

L'éducation devient donc une priorité absolue par rapport à l'information qui, de mon point de vue, reste un luxe, surtout pour la presse écrite qui doit moins informer qu'éduquer, éclairer, expliquer...

§ Claude Cirille, ancien correspondant de RFI à Abidjan

Je me demande si on ne fait pas reposer trop de tâches sur le journaliste. Il ne peut pas être à la fois les Nations Unies, les faiseurs de paix, des éducateurs, des agents de développement... Chacun a son métier et essaye de le faire avec le plus de conscience possible, mais son premier rôle est de dire ce qui se passe et, en général, ce qui se passe c'est ce qui ne va pas. Cela ne lui interdit évidemment pas d'éclairer les aspects positifs qu'il peut y avoir dans une réalité et il ne s'agit pas de sombrer dans l'afro-pessimisme à tous crins, mais son premier rôle est de dire la guerre quand elle existe, la corruption quand elle existe, la lutte contre la corruption lorsqu'elle réussit. Chacun son travail !

§ Danièle Ohayon, journaliste, France Info

Je ne comprends pas comment, au fil du débat, on en est arrivé à conclure que, finalement, on parlait assez de l'Afrique dans les médias. Je pense que ce n'est pas du tout le cas et, quand je regarde l'étude de Peaktime, je vois qu'en ce qui concerne la télévision, l'Afrique représente 6 % des sujets et 8 % avec l'Afrique du Nord. Il est possible que ce soit davantage dans la presse écrite. Finalement, il va apparaître comme une certitude, dans les conclusions du colloque, que l'on parle suffisamment de l'Afrique. J'aimerais savoir d'où ça vient. Non seulement on parle mal de l'Afrique dans les médias, comme cela a été souligné, mais en plus on n'en parle pas beaucoup. Quelqu'un se souvient-il pourquoi, brusquement, cette information est apparue ?

§ Jean-Marie Charon

Les gens étaient d'accord pour dire que l'on pourrait parler bien davantage de l'Afrique, mais on a dit que l'Afrique n'était pas forcément la zone dont la presse et les médias français parlaient le moins. En regardant les statistiques, on observe que, notamment, l'Amérique Latine, pour des raisons historiques évidentes, est beaucoup moins traitée que ne l'est l'Afrique, et que des pays comme l'Inde ou comme la Chine, qui ont une population beaucoup plus importante et qui sont économiquement plus importantes, sont dix fois moins traitées en pourcentage que l'Afrique.

§ Michèle Leridon, Secteur Afrique, Agence France Presse

On est parti du postulat que, de toute façon, l'Afrique occupait une place trop peu importante pour nous. C'est acquis et, ici, tout le monde en a la conviction. C'est la conclusion qui avait déjà été tirée, lors d'une précédente rencontre. Pour nous, cela va de soi. Ensuite, nous avons essayé de moduler, de nuancer, de voir dans quelle direction nous pouvions aller pour changer cela.

§ Pierre Cherruau, *Courrier International*

Je ne crois pas que l'on puisse objectivement déterminer quelle doit être la juste place à accorder à un phénomène dans les médias parce que c'est toujours un enjeu de luttes. Ce qui me paraît beaucoup plus important, dans le cas de l'Afrique, c'est un sentiment d'injustice par rapport à une sous-médiatisation qui est ressentie par beaucoup de gens. C'est pour cela que c'est le thème qui est arrivé en tête du Prix de l'Impasse : on n'arrivera jamais à déterminer quelle doit être objectivement la bonne représentation, mais il y a un sentiment très partagé que cette place est complètement insuffisante. Pour moi, c'est là-dessus qu'il faut travailler, car c'est l'aspect politique de la question.

§ Pierre Prédez, réalisateur

Je suis membre d'une fédération, Vidéo TPI, qui regroupe une trentaine d'associations. Nous sommes ici une équipe franco-malgache et nous venons de terminer un reportage sur Madagascar. Nous nous heurtons à la difficulté de pouvoir le diffuser. Nous sommes donc au cœur des questions qui ont été posées sur la possibilité de dépasser le cadre d'un reportage de news pour faire un véritable film documentaire sur un sujet qui, de notre point de vue, pourrait intéresser un certain nombre de personnes, mais qui ne semble pas être accepté par les médias. Nous sommes donc devant la difficulté concrète qui a été annoncée tout à l'heure.

Quant à Madagascar et à Christian Chadeaux, lorsqu'on passe quarante ans dans un pays, ne devient-on pas le « véritable correspondant » et donc capable de parler à la place du ministre, à la place du journaliste, etc. ? En fait, vous êtes aussi en train d'analyser la situation sur Madagascar puisque vous donnez une description sentimentale de Madagascar, mais à force d'y être, n'étiez-vous pas impliqué dans le régime précédent ? N'êtes-vous pas atteint du syndrome du Monde ? N'êtes-vous pas devenu plutôt un homme politique qu'un journaliste ?

En ce qui concerne *Le Courrier International*, j'ai bien compris les questions qui se posaient sur la couverture financière qui pouvait se faire dans l'un ou l'autre cas. Mais je suis surpris d'apprendre que les sources du *Courrier International* sont la presse américaine ou *Le Monde* ! Cela doit poser des questions sur la ligne éditoriale du *Courrier International* en ce moment, ses changements de cap qui sont difficiles à suivre pour des lecteurs assidus.

Pour RFI, que beaucoup d'entre nous suivent et qui est une référence, la question qui me semble importante est celle de savoir pourquoi cette information en boucle – que vous vérifiez avec prudence – semble reprendre un vocabulaire qui s'adapte aux circonstances. Ainsi, en Côte d'Ivoire, pourquoi des gens qui, pendant un mois, sont appelés des rebelles, deviennent après les interlocuteurs valables qui sont devenus des ministrables potentiels, le mot « rebelles » disparaissant brutalement du vocabulaire ?

J'ai également une question à poser à la représentante de l'AFP, qui est un organisme très important. Dans sa première intervention, étant donné l'importance de l'AFP et le fait que la plupart de ses informations sont reprises par la presse, que veut dire une « information filtrée » ?

§ Michèle Leridon, Secteur Afrique, Agence France Presse

Je ne crois pas avoir utilisé ce mot. C'est un mot qui est parti de l'ancien correspondant de l'AFP. Je l'ai même repris en disant qu'il ne s'agissait pas d'un filtre, mais d'une relecture. Tous ceux qui savent comment fonctionne une Agence le comprendront. D'ailleurs, je pense qu'il faudrait aussi dire un mot sur la formation des journalistes africains. En ce qui concerne l'AFP, si nous devons avoir un rôle d'éducateur, je trouve que c'est davantage dans ce domaine-là : former et promouvoir les journalistes africains.

Lorsqu'une copie n'est pas parfaite sur la forme, qui ne correspond pas à nos critères, sur les sources ou sur le recul par rapport à ce qui se passe, c'est le rôle du bureau régional d'intervenir

pour faire un travail de relecture. Ensuite, le Desk Afrique à Paris, qui connaît bien le continent, voit si tout cela est intelligible pour un lecteur hors du continent, détecte les différentes erreurs, etc. Je n'appelle pas cela un « filtre ».

§ Claude Cirille, ancien correspondant de RFI à Abidjan

Concernant la terminologie des « rebelles », elle a sans doute varié sur RFI, mais elle a sans doute aussi varié en Côte d'Ivoire. Au début, on parlait de « mutins ». Ensuite, il y a eu la période « assaillants » et une période « terroristes ». Pour qualifier la rébellion, le Gouvernement lui-même a tâtonné. Comme nous sommes amenés, dans notre travail, à reprendre ce que dit celui-ci ou à ce que disent les différents interlocuteurs, il est normal que nous ayons également tâtonné. Quant à savoir pourquoi nous les appelons « interlocuteurs » aujourd'hui, c'est parce qu'ils sont effectivement devenus des interlocuteurs. Je ne vois pas très bien où est le problème.

§ Pierre Cherruau, *Courrier International*

Nous privilégions les articles les mieux écrits ou les mieux informés et, souvent, nous constatons que la presse du Nord, qu'elle soit américaine, anglaise, japonaise ou autre, a des moyens financiers plus importants et, donc, les moyens de faire un travail plus approfondi : il va donc nous arriver de publier plus souvent cette presse-là.

En effet, l'information n'est pas seulement un bien symbolique, c'est aussi un bien marchand. Je pense qu'il faudrait qu'il y ait davantage de reportage dans les journaux, mais il n'y en a pas beaucoup parce que les journaux ont peu de moyens et que cela coûte beaucoup d'argent de faire des reportages. Il faut vendre, publier des sujets qui intéressent nos lecteurs pour vendre et pour, ensuite, pouvoir aller sur le terrain pour faire des reportages et vérifier les choses. C'est une réalité économique de la presse.

§ Christian Chadefaux, Correspondant d'agences à Tananarive

La première chose que nous allons faire, c'est d'assurer la promotion de votre film et, ainsi, je pense que tous les problèmes seront réglés !

Je ne sais pas si on peut cohabiter avec un pays et ses dirigeants pendant très longtemps en étant forcément complice. Je ne pense pas. C'est évidemment une accusation qui me colle à la peau, mais renvoie toujours à tout ce que j'ai écrit et je mets au défi d'y trouver un seul mot favorable à Ratsiraka en vingt-cinq ans !

Le journaliste doit essayer d'approcher les dirigeants pour tenter de les comprendre et pouvoir mieux expliquer. À partir du moment où cette connaissance du pays permet de se démarquer du discours ambiant pour faire comprendre qu'il n'y aura pas de guerre civile à Madagascar pendant la crise, c'est une position autrement plus intéressante que d'aller dans le sens général consistant à dire qu'il y aura une guerre ethnique.

§ Amaury de Rougemont, *Stratégies*, chroniqueur à RFI

J'ai une remarque et une question. Cyril Lemieux a évoqué un sentiment d'injustice par rapport à la sous-médiatisation et je me demandais si ce sentiment d'injustice ne venait pas du fait que les médias français sont les seuls, finalement, à couvrir aussi fortement l'Afrique francophone. Ce sentiment d'injustice vient également d'un sentiment de responsabilité très important que l'on a, par rapport aux médias internationaux, et je pense là aux médias anglo-saxons. Il y a peut-être donc une couverture, certes, insuffisante, mais qui est aussi le produit d'une très grande responsabilité que peuvent avoir les médias français.

Aujourd'hui, on est en pleine guerre en Irak et on ne parle plus tellement de la Côte d'Ivoire. N'y a-t-il pas une certaine intériorisation de la part des Rédactions d'une hiérarchie qui fait que l'on parle d'abord de l'Europe, de l'Amérique, du Proche-Orient et que l'Afrique vient en quatrième position ? La condition de l'actualité africaine n'est-elle pas une certaine non-actualité internationale ? Pour faire passer les sujets, pour que l'Afrique soit présente dans les esprits, ne faut-il pas qu'il ne se passe pas grand-chose sur la planète ?

§ Gérard Ponthieu, journaliste, formateur de journalistes en Afrique

Il existe un amalgame, dont nous sommes d'ailleurs représentatifs dans notre débat, entre

l'information, ses conditions de production et la marchandise de l'information. Le problème du *Monde* était celui-là, qui rejaillit d'ailleurs aujourd'hui avec l'histoire du Maroc où, vous le savez peut-être, *Le Monde* a imprimé une édition à destination du Maroc et une série de cinq enquêtes a été commandée en même temps, ce qui a, à nouveau, divisé la Rédaction. Qu'entend-on ici, finalement ? Un discours dominant : l'information est un produit et il faut le vendre. C'est l'idéologie dominante du marché et du néo-libéralisme. Il y a, bien sûr, des conditions objectives de production, mais si c'est cela et si nous n'avons pas d'autres réponses à apporter à la question de savoir quelle est la place de l'Afrique dans les médias, c'est 2 %, c'est-à-dire le pourcentage des échanges commerciaux mondiaux. Pour nous, Français, comme cela vient d'être dit, c'est un peu plus car nous avons des liens historiques, culturels, et surtout commerciaux – et ce sont ceux-là qui prévalent, aujourd'hui encore – ce qui fait qu'il y a des excroissances de traitement dans l'information, notamment concernant la Côte d'Ivoire, pas seulement parce qu'il y a la situation que l'on connaît qui dépasse l'économie, mais aussi parce qu'il y a l'économie. C'est devenu un cliché journalistique, dans le métier, de dire que l'information, cela doit se vendre : non, il faut que cela intéresse. Lorsqu'on dit que « cela n'intéresse pas les gens », c'est une capitulation. Et quand on fait passer cela par le filtre de la marchandise, c'est encore pire : c'est une collaboration.

§ Pierre Cherruau, *Courrier International*

Personne n'a dit que l'information devait se vendre. Dans le système actuel, les journaux se vendent et ne vivent pas de subvention : cela fait partie des critères dont il faut tenir compte. Je trouverais terriblement choquant que ce ne soit qu'un bien marchand, mais le fait que nous tenions aussi compte des attentes du lectorat ne me choque pas car c'est aussi notre mission. Dans le cas de la Côte d'Ivoire, les gens nous réclament des articles sur la Côte d'Ivoire et nous devons trouver un équilibre entre les choses que nous trouvons importantes et les attentes des lecteurs. Si, sur notre site, nous parlons de choses qui les intéressent, comme la Côte d'Ivoire, cela va permettre de leur faire aussi découvrir un pays comme le Nigéria qui, a priori, ne les intéresse pas.

§ Moktar Kan, journaliste indépendant

Je me pose la question de savoir si le manque d'informations lié à l'Afrique ne vient pas tout simplement d'un manque de structures de l'information. Je ferai la comparaison, toutes proportions gardées, avec Al-Jazhira : avant le conflit en Afghanistan, cette télévision n'existait pas tellement, mais avec ce conflit-là, les informations qu'elle a pu diffuser et le fait qu'elle ait des moyens financiers, on s'est mis à voir le monde arabe avec un autre regard. La présence de structures aussi importantes qu'Al-Jazhira ou autres, a pu faire réfléchir les gens sur le fait qu'il y a peut-être une manière de voir autrement que par le biais occidental. Dans *Libération*, le dessin d'un caricaturiste montre un cameraman de Fox News et un cameraman de Al-Jazhira ; celui de Fox News a la caméra dirigée vers un GI américain menaçant et celui de Al-Jazhira se retourne, quant à lui, sur un cadavre irakien. Cela est un peu symbolique de la manière dont on peut voir les choses et du fait qu'il y ait une multiplication de l'information. Il n'y a pas de média proprement africain qui puisse donner un autre ton à l'information. RFI est un média spécialiste africain, mais même si les journalistes de RFI peuvent témoigner de leur indépendance, il n'en demeure pas moins un média français.

Je suis assez d'accord sur l'hypothèse donnée par Pierre Cherruau concernant les clichés et les fantasmes liés au rapport Blancs/Noirs car, lorsque je regarde les statistiques données par Peaktime des principaux événements couverts en Afrique, quand j'enlève le Sommet de la Terre à Johannesburg, ce sont les conflits qui apparaissent et aussi les sujets liés à la présence d'Occidentaux ou de Blancs dans les pays d'Afrique. On a parlé du conflit ivoirien parce que c'est la première communauté française en Afrique, avec d'importants intérêts économiques. Et même sur ce point, il me semble qu'il n'y a pas eu suffisamment d'explications de l'intervention française. Concernant le Zimbabwe, il est évident que peu de gens connaissaient l'existence de ce pays avant de prendre connaissance du problème des fermiers. Je pense donc qu'il y a toujours cette représentation Blancs/Noirs qui fait que l'on préférera voir ces informations selon les valeurs occidentales. Ainsi, on a des difficultés ici à comprendre qu'un pays africain ne veuille pas accueillir l'élection de Miss Monde parce que ce sont des choses qui viennent d'ici et qui peuvent ne pas être acceptées là-bas. Là aussi, c'est une question de représentation et de manière de voir le monde.

Idées reçues

§ Marie-Anne Paveau, revue *Mots politiques*

Le terme choisi, « idées reçues », entre dans une sorte de paradigme assez large de mots synonymes : les clichés, les topos, les poncifs et, en particulier les stéréotypes. Ce sont des éléments qui font ce que l'on appelle la doxa d'une société ou d'une culture à un moment donné. Dans ces mots, il y a soit des étiquettes qui désignent des segments de discours – des métaphores usées, par exemple –, comme le cliché, soit des mots qui désignent des représentations, des schémas culturels, et c'est plutôt ainsi que je vais envisager l'idée reçue et le stéréotype.

Toutes ces notions ont des points communs, et cela concerne particulièrement l'idée reçue. Le premier est la pré-construction de la représentation : des choses sont déjà là avant que les locuteurs ou les journalistes prennent la parole. Le deuxième point commun est le partage collectif au sein d'une culture donnée. En troisième lieu, les idées reçues sont portées par les discours, qu'il s'agisse des discours verbaux ou des discours iconiques : il peut y avoir un langage des images fixes ou animées.

Avec les idées reçues, des formes sont disponibles collectivement et appropriables individuellement. C'est ce qui est important dans le discours journalistique, puisque chaque lecteur va pouvoir se les approprier. Cela signifie que les idées reçues sont, en partie, des constructions de lecture. Il n'y a pas d'intentionnalité de l'idée reçue, puisqu'elle travaille sur des éléments qui sont déjà là : le lecteur, l'auditeur ou le téléspectateur va rassembler, dans ce qu'il reçoit, des éléments épars, souvent lacunaires, et va les reconstruire en fonction d'un modèle culturel préexistant. On est donc dans quelque chose qui travaille à la fois sur des informations nouvelles et sur des structures préexistantes.

Une caractéristique essentielle de l'idée reçue est sa dévalorisation. Dans notre culture européenne, et particulièrement dans la culture française, l'idée reçue – comme tous les termes que j'ai évoqués précédemment – est affectée d'une valeur négative : la fausseté. On estime, en général, que les idées reçues sont fausses ou approximatives et on les juge sur un critère de vérité logique, le critère qui dit qu'une proposition va être soit vraie, soit fausse. Il y a une sorte d'évolution sur ce thème du XVIe siècle où, au contraire, on travaille sur des recueils de lieux communs et où la stéréotypie est plutôt valorisée, jusqu'à notre époque où on travaille plutôt sur l'originalité et la personnalité du discours, avec une dévalorisation de tout ce qui peut être collectif. Tout cela s'est construit au XIXe siècle, le symptôme dans cette histoire du partage collectif étant, évidemment, le Dictionnaire des idées reçues de Flaubert, qui a eu une très grande postérité puisque beaucoup d'ouvrages de ce type paraîtront pendant le XXe siècle et encore actuellement. Quand l'idée reçue, ou le stéréotype est regardée par un spécialiste ou un journaliste simplement comme un fait de discours verbal ou iconique, on constate que c'est un phénomène neutre : on choisit de le regarder comme un phénomène ni négatif, ni positif. On va donc dire que c'est un phénomène qui organise la communication sociale. C'est un regard qui naît à partir des années vingt, en particulier sous la plume de Walter Dillipman avec *Public opinion*, en 1922, qui est un ouvrage fondateur sur l'opinion publique : sa thèse est que les stéréotypes sont des images toutes faites qui médiatisent le rapport de l'individu au réel, mais sans jugement de valeur.

Ensuite, il y a toute une filiation. La notion entre en psychologie sociale, en sémantique, en sémiotique, dans les années soixante-dix. Barthes, notamment, a beaucoup travaillé sur le stéréotype. C'est l'une des notions centrales de la discipline dans laquelle je m'inscris qui est l'analyse du discours. Évidemment, il me semble plus intéressant d'examiner le fonctionnement de l'idée reçue que de faire ce qui est un peu un sport national, en particulier chez les intellectuels, c'est-à-dire de la stigmatiser, de faire une sorte de chasse aux idées reçues et de les dénoncer, parce que la stigmatisation des idées reçues est toujours, au bout du compte, une stigmatisation du discours de l'autre, puisque l'idée reçue est un discours partagé par l'ensemble d'une communauté.

En troisième lieu, il faut examiner sa fonction dans l'organisation mentale, culturelle et sociale de

notre rapport au réel. C'est un organisateur mental parce qu'elle permet la représentation du réel et donc, de fait, sa nomination dans la construction du rapport à la réalité et dans les échanges. C'est un organisateur culturel parce que l'idée reçue va installer des évidences sur lesquelles se fonde quelque chose d'à peu près homogène et d'à peu près collectif que l'on appelle une culture. Et c'est un organisateur social parce que l'idée reçue va autoriser l'échange, la communication : l'idée reçue fournit des lieux communs et un lieu commun va également fonctionner comme un point de partage entre les gens et va participer au principe de discussion. Cette vision de l'idée reçue comme organisateur mental, culturel et social implique trois conséquences qui sont, à mon avis, importantes pour comprendre le fonctionnement des idées reçues.

Comme toutes les croyances et tous les savoirs de sens commun qui fondent le partage collectif d'une société, la vérité de l'idée reçue ne relève pas de la vérité logique, c'est-à-dire d'un critère de vérité en une proposition P : P est vraie ou P est fausse, avec une logique exclusive. Cela signifie que la dénonciation et la chasse aux idées reçues que j'évoquais précédemment et que j'appelle un « nettoyage cognitif » n'ont pas beaucoup d'intérêt pour comprendre le fonctionnement d'un discours. Sur les idées reçues concernant l'Afrique, il y a quelques documents qui travaillent effectivement dans cette optique du nettoyage cognitif. Pour n'en citer qu'un exemple, sur un site Internet www.witness.org, une page est intitulée « Douze mythes sur la faim en Afrique » avec l'énoncé des douze mythes, présentés comme des propositions, à la manière de la vérité logique, donc douze phrases avec, sous chaque phrase, la réalité, constituée par des textes. Donc, l'idée reçue relève d'une forme de vérité approximative, qui n'est pas une vérité logique, mais qui est une vérité doxique. En ce sens, on est sur l'appréciation, le degré, l'échelle, quelque chose qui relève davantage du curseur que du verdict.

La force idéologique de l'idée reçue, c'est qu'elle va matérialiser le culturel, masquer la complexité et le désordre du réel, de l'histoire et des rapports entre les gens sous ce qui va être présenté comme une évidence de la nature. C'est, par exemple, le cas des ethnotypes qui ont une longue tradition, à partir de l'Esprit des peuples, au XIXe siècle. Ce sont les « Allemands buveurs de bière », les « Polonais alcooliques », les « Italiens séducteurs », etc. Évidemment, cela va aussi fonctionner concernant l'Afrique et, dans un discours argumentatif avec une implication idéologique, l'idée reçue va fonctionner comme un argument massue, justement à cause de sa clarification apparente du réel.

Qui dit « idée reçue » dit « clivage des discours », et des sujets des discours. Cela signifie que l'idée reçue, à partir du moment où elle relève d'un discours collectif, relève toujours d'un discours de l'autre. Donc, l'idée reçue, c'est de l'autre dans le sujet, de l'autre dans le même, et cela efface un peu de la maîtrise que peut avoir le sujet du discours – maîtriser tout ce qu'il dit, être l'auteur de ses propres paroles. Bien entendu, tout discours est traversé par les altérités d'autres sujets et, en particulier, par les altérités collectives. En ce sens, les médias sont un lieu tout à fait polyphonique à ce niveau, mais si l'on pose l'hypothèse que les médias sont des dépositaires des idées reçues, je pense qu'ils fonctionnent davantage comme des relais que comme des laboratoires : les idées reçues ne se fabriquent nulle part sur des supports matériels, elles se fabriquent dans les échanges. J'en donnerais un seul exemple, un peu ancien, qui provient d'un travail que j'ai fait sur l'Opération Turquoise : pendant les mois de cette Opération, au début de l'été 1994, le terme « nazisme tropical » a émergé, largement relayé par les médias ; si on cherche bien, « nazisme tropical » n'est pas une expression née du milieu journalistique, mais d'associations et, vraisemblablement de SOS Racisme et de Citoyens solidaires. Donc, le média se fait forcément le porte-parole d'autres discours et est traversé par l'altérité.

Le corpus africain

Lorsqu'on m'a demandé de participer à cette journée, j'ai reçu un certain nombre de données que je vais prendre comme base de mon travail. Les données fournies étaient l'idée que l'information sur l'Afrique serait dominée par certaines idées reçues et, en particulier, des entrées plutôt négatives : le sida, la famine, les guerres, tout ce qui est de l'ordre de la catastrophe – économique, écologique, sanitaire – , la pauvreté et la condition des femmes.

J'ai fait une rapide vérification avec des lectures en diagonale, dans les quotidiens et sur Internet, et, effectivement, au moins quantitativement, ces données peuvent être validées, même si je ne

garantis pas l'exactitude absolument scientifique de ces entrées.

À partir de ces entrées, se pose donc la question de la vérité, puisque c'est la problématique centrale de l'idée reçue : c'est celle qui fait parler sur l'idée reçue et c'est l'idée reçue sur l'idée reçue – la vérité ou la fausseté de l'idée reçue. Là, se pose la question du reflet de la réalité. Donc, on évite évidemment de se demander si ces visions données de l'Afrique sont vraies ou fausses puisqu'on sort du critère de vérité logique, mais on peut faire deux remarques.

1. Ces idées reçues sont construites sur des données tangibles. Cela signifie que l'on ne va pas se mettre à les « démonter » et à dire que tout cela est faux, que l'Afrique est un continent absolument prospère où il ne se passe rien de terrible, mais il faut trier dans l'ordre des réalités. La réalité de premier ordre est une réalité expérientielle qui est de l'ordre : « Je suis appuyée sur la table. Il n'est pas nécessaire de dire qu'il y a une "idée de table" ». En revanche, si on se place sous l'ordre des représentations, on peut dire que ces entrées-là sont constitutives d'un imaginaire occidental sur l'Afrique, postérieur à la décolonisation : on peut se douter que sur les périodes antérieures, on aurait une autre distribution et une autre liste d'idées reçues. Elles sont tellement constitutives d'un imaginaire occidental que, sur le plan lexical, on va trouver très fréquemment dans la presse « papier » comme dans la presse « Internet », des appariements de mots et des structures linguistiques particulières. Tout d'abord, on va trouver des coordinations : Afrique + x – x étant l'une des entrées citées précédemment –, ce qui va donner « Afrique et famine », « Afrique et pauvreté » ; ce dernier énoncé est intéressant puisque c'est le titre d'un article sur le Sommet du G8 à Gênes en 2001 : « La pauvreté et l'Afrique ont été à l'ordre du jour à Gênes », avec une sorte de superposition entre, d'un côté, l'Afrique et, de l'autre, la notion de pauvreté abstraite. Toute coordination crée un effet d'équivalence puisqu'on coordonne, en principe, des éléments qui sont sur le même plan. À propos de l'Afrique, on va également trouver des coordinations des entrées entre elles : les idées reçues vont s'enchaîner entre elles de manière à faire une sorte de chaînage représentationnel dont il sera extrêmement difficile de sortir : « Afrique : Sida, mort et pauvreté », « Afrique ; Sida et condition des femmes ».

2. Ces idées reçues sont inscrites dans un lexique redondant, qui va tourner « en boucle ». Par exemple, le terme « rebelle » est ce que nous appelons un subjectivem. Cela signifie que c'est un terme marqué et que ce n'est pas un terme catégorisant, de classe, indiquant une catégorie neutre. C'est un terme marqué politiquement par le problème de la légitimité. Employer cette désignation-là dans des analyses ou des reportages, c'est reporter sur le terrain de l'analyse, les mots de l'expérience directe et de l'implication. Ce terme est complètement naturalisé, par exemple dans le conflit en Côte d'Ivoire actuel. Il y a quelques guillemets dans la presse, au début du traitement du conflit, et de manière éparse, mais quantitativement ce terme devient quasiment un désignant officiel, mis sur le même plan qu'un nom de pays ou un nom d'habitant d'une ville. Évidemment, si on fait une enquête sur d'autres conflits antérieurs en Afrique, on va trouver la même chose : cela a été le cas du conflit au Rwanda, mais, en revanche, pour ce qui s'est passé à Bangui, le terme n'est pas utilisé et j'ai relevé seulement une occurrence. Cela signifie que la naturalisation de « rebelle » construit une idée reçue et installe une évidence en la naturalisant, alors qu'il s'agit d'une implication culturelle et politique.

L'idée reçue est inscrite de manière visuelle. En Afrique, chaque fois qu'il y a un conflit ou un problème de malnutrition ou de famine, des cartes sont présentées, illustrées par quelque chose qui, à mon sens, est de l'ordre du logo – entre l'image et le symbole. Par exemple, sur une carte publiée par *Libération* – « Quatorze pays en conflit » –, le conflit est figuré par une kalachnikov et, lorsque la kalachnikov est noire, c'est un conflit interne ; lorsque deux kalachnikovs sont croisées, l'une noire et l'autre grise, il s'agit d'un conflit interne et inter-étatique. La carte est inscrite dans un dispositif, donc elle n'impose rien brutalement, mais le système du logo va travailler à l'impression d'une idée reçue qui ne sera évidemment pas discutée, surtout avec un tel logo.

Il me semble que sous cette liste d'idées reçues – famine, guerre, Sida, etc. –, il y en a une autre. En effet, je pense que ce sont des stéréotypes, construits sur des stéréotypes sous-jacents – des sortes

de « macros idées reçues » –, qui vont assurer la permanence des entrées précédentes et, en même temps, verrouiller les représentations. En premier lieu, il y a l'ethnisme, qui fonctionne sur le plan politique. Évidemment, le regard ethniste que nous avons sur l'Afrique est le fruit de la longue histoire, en particulier en Europe, des pays colonisateurs qui ethnisent eux-mêmes, en acte et historiquement, la population – c'est, par exemple, l'un des problèmes du conflit au Rwanda. Mais j'ai l'impression que ce schéma reste de manière diffuse et implicite et maintient la vision que nous avons de ce continent dans une sorte de tribalisme pré-démocratique. Je pense qu'il y a une réversion, du point de vue européen et, en particulier, du point de vue français, dans la presse française, de notre propre histoire, et nous avons l'image d'un continent qui serait dans un état d'avant les Lumières. D'après moi, l'ethnisme permet de maintenir le racialisme : il y a un signe de cette idée dans les articles de presse concernant le conflit en Côte d'Ivoire, dans lesquels, pour désigner les Européens, les journalistes disent souvent « les Blancs », avec ou sans majuscules ; évidemment, le mot « noir » n'apparaît jamais pour des raisons historiques et de politiquement correct que tout le monde connaît, mais dire « le Blanc », c'est dire « le Noir », de manière implicite. J'ai donc l'impression qu'il y a un maintien de ce racialisme implicite. D'un côté, on a « le Blanc » et, de l'autre côté, on a soit des désignations ethniques, soit des désignations nationales, ce qui fait que l'on a une stabilité par rapport à la désignation et une instabilité par rapport à la désignation de ce qui ne peut pas se désigner effectivement. De manière plus large et, apparemment, de manière plus plaisante, il y a le maintien d'une ethnotypie diffuse et un peu humoristique. Je cite *Libération* du 20 janvier dernier sur la réunion de Marcoussis : « N'était l'absence de riz dans les assiettes, dont se plaignent les délégués ivoiriens, tout irait au mieux à Marcoussis. » Le journaliste expliquera que c'est de l'humour, mais on peut relever là quelque chose de l'ordre de l'ethnotype sous cette phrase.

Le deuxième macro-stéréotype qui me semble informer les idées reçues que nous avons évoquées, se situe sur le plan plutôt psycho-historique, européen ou occidental-centrique, avec la profondeur historique du passé colonialiste de l'Europe. Dans le traitement que la presse fait de l'Afrique – en précisant bien que je ne suis pas en train de parler des idées reçues de la presse : je parle de la presse en tant que relais ou boîte de résonance d'idées reçues qui sont, évidemment, fabriquées partout, parce que nulle part –, on a l'idée d'une Afrique qui est un continent maintenu en enfance, ce qui revient à l'idée d'un continent dans un état pré-éclairé. C'est dit parfois explicitement, comme dans un éditorial de Patrick Sabatier dans *Libération* du 20 février qui explique clairement que l'Afrique présente un dilemme redoutable à tout gouvernement français : soit le retour vers le paternalisme et les visées néo-coloniales, soit le reproche justifié de non-assistance à peuple en danger. Ce sont des informations tout à fait connues, mais à chaque fois, la projection historique est présente.

Un autre signe de cette vision européen-centriste est l'abondance, dans les discours sur l'Afrique, du lexique du chaos. Le terme « chaos », ce n'est pas « désordre » ou « bordel », c'est un terme extrêmement marqué, avec une connotation religieuse, même si elle est oubliée ou si le mot est démotivé, mais on a quand même l'image d'un désordre d'avant l'Ordre, d'avant la Création, que l'on met où l'on veut, aux Lumières ou à la Révolution française... Ce lexique du chaos est accompagné d'un lexique de la violence non légitime ou non civilisée, une violence qui ne serait pas intégrée dans le fonctionnement d'une société digne de ce nom. Dans l'imaginaire lexical de l'Afrique, un mot revenait de manière obsessionnelle dans le discours sur le Rwanda : « machette », qui avait frappé tout le monde pour des raisons historiques, parce que cela projette une sorte d'image médiévale du combat et de la guerre. Je pense également à un phénomène récent sur lequel tous les journaux sont revenus et qu'ils ont raconté à titre d'anecdote précise : la dégradation d'Eddy Kapend, avec la description de son béret vert et de ses galons arrachés en plein tribunal.

Évidemment, cela « dit » quelque chose et cela projette une image à la conscience française, en rapport avec l'Affaire Dreyfus. À ce propos, j'aimerais parler d'une expression actuellement redondante dans le traitement du conflit en Côte d'Ivoire : « escadrons de la mort ». J'ai fait une recherche lexicographique assez précise et, apparemment, l'origine se trouve au Salvador dans les années quatre-vingt et cette expression court dans le traitement de nombreux conflits dans tous les continents ; elle est souvent employée dans les discours sur le Venezuela, le Honduras, la Colombie... ; elle a été employée, pas autant qu'actuellement pour le conflit en Côte d'Ivoire, pour

le Rwanda ; elle est employée aussi pour le Burundi, pour la Tchétchénie, pour le Koweït et, de manière assez récente, pour Israël. Cette expression est intéressante, dans la mesure où elle est construite d'une façon très particulière, avec un terme qui n'est plus un subjectivem, mais un categorem, c'est-à-dire un terme neutre, un terme du lexique militaire désignant un corps militaire de manière quantitative – un escadron, c'est tant d'hommes, un bataillon, c'est tant d'hommes... –, avec un autre terme qui sort complètement de la neutralité désignationnelle des structures des armées. Le dernier point que je vais aborder sur cette vision européo-centriste concerne l'idée reçue « pauvreté ». C'est ce que j'appellerais une sorte de poésie, de lyrisme, fortement marqué de subjectivité, venant cette fois des journalistes. Souvent, dans les articles sur l'Afrique, il y a une description subjective et parfois émotive de la pauvreté ou des spectacles qui sont donnés à voir.

Je vais en donner trois exemples :

1. Sur le conflit en Côte d'Ivoire, un journaliste parle de « macabres monticules ». La place de l'adjectif est tout à fait importante car, lorsque l'adjectif est placé à gauche du substantif, cela le subjective. Choisir de dire « macabres monticules » au lieu de « monticules macabres », c'est choisir deux options. Tout d'abord, le terme « macabre », en soi, est marqueur de subjectivité et, ensuite, il y a une subjectivité au carré en le plaçant à gauche. C'est un phénomène qui, pris dans une série de phénomènes ayant un effet de subjectivation, montre qu'il y a une construction psychologique sur la pauvreté.
2. Un article du *Monde* du 12 janvier dernier décrit Balbala, un quartier de Djibouti : « À Balbala, illusion de quartier en baraques de tôles, aux marges de la ville, où s'entassent dans une misère commune les pauvres Djiboutiens ou Somaliens, les sympathies sont acquises à la coalition, etc. » « Illusion de quartier en baraques de tôles » : le choix stylistique est ici remarquable.
3. Sur le Rwanda, un article récent sur les suites judiciaires du conflit de 1994 met en scène une jeune Rwandaise qui s'appelle Immaculée et le journaliste la décrit comme « serrée dans son pagne élimé ».

Ce type de descriptions va maintenir des représentations misérabilistes sur l'Afrique.

En conclusion, j'aimerais parler d'un point de vue absolument inverse et relativement étonnant. Dans *Le Monde des Livres* du 28 février, le compte rendu du livre d'un Malien dont le journaliste dit qu'il « va briser le mythe d'une Afrique idyllique et qu'il va suggérer que l'homme blanc n'est pas le seul responsable des erreurs perpétrées sur le continent ». On a donc une vision absolument inverse : son travail, c'est vouloir briser des idées reçues absolument contraires à celles dont je viens de parler et qui se situent du côté européen. Donc, on a effectivement une subjectivité assez évidente.

§ Alain Le Gougec, animateur

Concernant le corpus africain, « sida », « famine », « guerre », vous parlez d'idée constitutive d'un imaginaire occidental post-colonial. Si les idées dont vous parlez avaient été constitutives d'un imaginaire occidental colonial, les mots employés auraient-ils désigné autant le continent que les Hommes qui l'habitent ou bien le contraire ? Les idées reçues se seraient-elles appliquées autant aux Africains qu'au continent africain ?

§ Marie-Anne Paveau, revue *Mots politiques*

Quand j'ai signalé que cela me semblait être un imaginaire post-colonial, je ne pense pas que l'on ait eu ce type de représentation dominante à l'époque coloniale. De la France et des pays colonisateurs, on avait plutôt des images idylliques.

§ Annie Bart, Centre d'études des médias, Bordeaux

Je m'occupe du Groupe de recherches et d'études sur les médias africains et nous avons pour principe de faire travailler les étudiants africains sur des matériaux qu'ils connaissent bien et dont ils ont la maîtrise et la disposition. Cela signifie que je dirige surtout des thèses ou des mémoires de DEA sur des journaux africains, mais lorsqu'un certain nombre d'Africains nous arrivent en nous disant qu'ils ne peuvent pas travailler sur les journaux parce qu'ils ne les ont pas à leur disposition, étant donné que les archives existent mais sont incomplètes, nous les faisons travailler sur des

médias français, en trouvant des sujets qui leur conviennent. C'est la raison pour laquelle je vais vous donner les conclusions d'un certain nombre de travaux réalisés par des Africains sur la presse française et qui, évidemment, donnent un éclairage un peu différent. D'autre part, par formation, je suis historienne, et donc, là aussi, j'aurai peut-être une vision un peu différente de ce qui a pu être dit jusque-là.

Je ne suis pas journaliste et je vais peut-être dire des choses qui paraîtront des horreurs aux oreilles de ceux qui sont présents ici, mais je crois aussi que l'on s'enrichit de ces différences.

Il y a, me semble-t-il, trois types principaux de publics qui s'intéressent à l'Afrique : les hommes d'affaires, les pratiquants d'une religion et, plus globalement, tous ceux qui sont passionnés. Dans la palette des sujets proposés par les journalistes, je pense que l'Afrique n'est pas mal placée, avec des points négatifs mais, aussi, beaucoup de points positifs.

L'intérêt pour l'Afrique remonte très loin, même si ce continent est éloigné et, à ce titre, beaucoup moins bien placé pour des journalistes comme sujet d'appréhension. Cependant, elle est quand même mieux placée que bien d'autres régions du monde.

Comme cas concret, je prendrai la presse de Bordeaux qui, comme tous les autres ports français, s'est beaucoup passionnée et a beaucoup écrit sur l'Afrique. Entre 1885 et 1914, la conclusion de l'étude est que cela était très général : à l'époque, il y a eu jusqu'à sept quotidiens bordelais. L'étudiant qui a fait sa thèse sur le sujet a bien démontré que par tradition et par intérêt, les informations sur l'Afrique et, en particulier, l'Afrique noire, y occupent une place plus importante que beaucoup d'autres sujets. Bien entendu, on y trouve des thèmes récurrents : les expéditions militaires, la colonisation – à ce sujet, l'étudiant avait été interloqué de constater qu'il y avait aussi bien des positions pour que des positions contre, sans vision monocole de la situation – et les rivalités européennes. Ainsi, en quatre mois, dans un seul quotidien de Bordeaux, *La Gironde*, il y a eu 153 articles consacrés à l'épisode de Fachoda, ce qui est très important pour un journal régional.

Si on poursuit dans le temps, à la veille de la Seconde Guerre mondiale apparaissent dans la presse un certain nombre de stéréotypes : le médecin colonial qui était là pour lutter contre tous les fléaux qui guettaient les personnes au détour des chemins, l'administrateur, l'instituteur, le missionnaire, qui sont des figures que l'on retrouve de manière obsessionnelle. Je fais allusion là à des types de presse différents, même si ces images étaient relayées dans des revues de beaucoup plus grande ampleur. Les quotidiens généraux français, ce que l'on appelle plus généralement la presse nationale, consacraient une place non négligeable aux questions africaines : on a calculé, par exemple, que juste avant la Seconde Guerre mondiale, *Le Temps* leur consacrait environ 5 %, à une époque où l'actualité internationale était très chargée. Il y a aussi des voix dissonantes dans toute cette presse, qui dénoncent le mercantilisme et les exactions, et je vous renvoie à la presse de gauche et d'extrême gauche qui dénonçait tous les abus de la colonisation.

Dans la période qui a suivi les indépendances, le ton a changé, tout comme les sujets. On peut noter des tabous qui demeurent. Pour reprendre le cas de Bordeaux, on écrit par exemple que « l'esclavage n'a pas disparu », mais on a toujours quelques réticences à parler de la traite, parce que cela touche des intérêts bien bordelais.

Globalement, il me semble que notre histoire nous amène à nous intéresser aux problèmes africains, avec un public potentiel pour lire les informations concernant l'Afrique : tous les gens qui, pour une raison ou pour une autre, ont eu des ancêtres ou des parents ayant eu des fonctions en Afrique, tous les Africains qui, du fait des liens coloniaux, sont venus faire leurs études en France et qui, repartis chez eux, peuvent garder un intérêt pour la presse française, et ceux qui sont restés cherchent à s'informer et à bien connaître l'Afrique. L'Afrique est donc un sujet pour la presse. Il y a, à l'heure actuelle, une telle palette de moyens d'information que, si on le cherche, on peut être informé sur les problèmes africains.

Tous les reproches qui ont été faits ici jusqu'à maintenant touchent à ce qui traite de l'actualité immédiate et, dans ce qui traite de l'actualité immédiate, tous les stéréotypes me semblent valables pour tous les sujets et pas seulement pour l'Afrique. On a cité, tout à l'heure, ces « malheureux Africains », mais je peux vous dire que tous ceux que je connais qui ne sont pas Africains trouvent qu'ils sont traités de la même façon. Ainsi, j'ai travaillé avec des collègues Roumains qui se plaignent qu'on leur colle toujours le qualificatif « malheureux » ; évidemment, les Tziganes sont

forcément « malheureux », etc. Il y a des idées reçues qui reviennent, qui sont de notre fait puisqu'on voit les éléments à travers le prisme de notre traitement, et les Africains sont mis sur le même plan que les autres : à partir du moment où on ne fait pas du franco-français, on a des idées toutes faites. Le média est contraignant, avec une sorte de reconstruction opérée en fonction du journaliste, des faits, du lecteur et en fonction de celui qui reçoit l'information. Moi qui m'intéresse à ce qui est dit sur l'Afrique et qui suis vraiment tout cela de manière très minutieuse, je vois que beaucoup de choses sont dites, dans tous les genres : suivant le média, on trouve le meilleur comme le pire, des choses proches de la vérité et d'autres qui en sont très éloignées mais il faut faire le tri et c'est un travail que l'on ne peut effectuer que lorsqu'on a une formation préalable.

J'avais été très saisie par un travail réalisé par l'une de mes étudiantes, journaliste camerounaise, sur la manière dont les médias français avaient traité le fait que le Cameroun ait accédé aux quarts de finale de la Coupe du monde de football. L'étudiante a cherché à savoir, six mois après, ce qui restait de l'information qui avait été donnée sur cet événement. Elle a évidemment constaté que *Libération* et *Le Monde* avaient davantage couvert que *Le Figaro*, car ce sont des journaux qui s'intéressent davantage à ce qui se passe hors de l'Hexagone. Elle avait relevé que les hebdomadaires généralistes n'avaient signalé que les concerts de Manu Dibango à Paris, que le conflit anti-Cameroun avait fait la Une d'un certain nombre d'hebdomadaires parce que le sujet de la banane avait également été traité à la télévision, et il y avait aussi, évidemment, les réalités du sida, parce que cela se situait au moment où on s'apercevait qu'il était, lui aussi touché, comme d'autres pays. Ce qu'elle avait été sidérée de découvrir, c'est que, finalement, la revue *Marchés tropicaux et méditerranéens* lui donnait une information telle qu'elle aurait pu la voir – et même peut-être mieux – que si elle avait lu toute la presse camerounaise. Je vous livre sa conclusion : « L'absence de commentaires et d'analyses dans la majorité des médias français fait que le lecteur doit se contenter des faits et rien d'autre. » Mais elle constatait que ces faits étaient présents dans la presse française et, tout particulièrement, dans *Marchés tropicaux et méditerranéens*, dont elle disait : « À certains moments, nous nous sommes crus en face d'un quotidien de notre pays. »

§ Marie-Agnès Lepelaideur, Syfia

Pour rebondir sur le discours de la première intervenante sur le vocabulaire, en citant la réflexion d'un journaliste sénégalais qui me disait : « Je ne vois pas pourquoi, lorsque les Européens sont en Afrique, on les appelle des expatriés et que, lorsque les Africains sont en France, on les appelle des immigrés ! »

Syfia International est une agence qui regroupe six agences en Afrique et quatre agences en Europe et au Canada (France, Belgique, Suisse, Canada). Nous essayons de travailler tous ensemble à faire de l'information sur l'Afrique, destinée prioritairement aux journaux africains et, de plus en plus, aux journaux français, mais nous avons beaucoup de difficultés. En effet, l'information que nous faisons ne part pas du haut, des gouvernements et des ministres, mais nous essayons plutôt de faire parler les Africains, de montrer leur vie quotidienne et leurs difficultés. Nous faisons des sujets de société, de santé, sur les droits de l'Homme, sur l'agriculture, non pas des sujets de coopération et de développement qui peuvent paraître ennuyeux, mais nous tentons de raconter vraiment des histoires vécues par les gens sur le terrain.

Nous sommes également atypiques parce que nous n'avons pas le diktat commercial de vente qu'ont les grands journaux et les grandes annonces. Nous essayons de donner le plus possible la parole aux journalistes africains avec lesquels nous travaillons et, si nous travaillons avec eux, c'est à la fois pour produire un autre type d'information sur l'Afrique que celle que l'on voit le plus souvent, et aussi pour les aider et faire de la formation avec eux.

Les sujets traités dans Syfia ne sont pas choisis par un desk en France, en Suisse ou en Belgique – sauf exception, si nous avons une commande spécifique d'un journal –, mais ce sont les journalistes qui voient eux-mêmes les évolutions de leur société sur le terrain, qui proposent leurs sujets, sujets auxquels nous ne penserions pas forcément car ce n'est pas nous qui voyons comment cela bouge et évolue chez eux. En outre, ils ont évidemment accès à des informations auxquelles les journalistes européens ou envoyés spéciaux qui arrivent dans ces pays auraient difficilement accès. Notre rôle, pour la coordination que nous assurons en France, est de faire que ces articles soient compréhensibles et lisibles pour un public le plus large possible, public aussi bien des autres pays

africains que des pays européens.

L'une des idées reçues qui frappe souvent les Africains avec lesquels nous travaillons, est que l'Afrique apparaît, pour ceux qui ne la connaissent pas beaucoup, comme un continent uniforme, une masse indistincte : tous les Africains sont logés à la même enseigne, ils vont tous mal, tout va mal pour tout le monde, ils sont tous en guerre, ils se détestent tous... Il y a une espèce de généralisation qui leur paraît toujours surprenante. Lorsqu'on va au niveau des individus, on voit que, comme chez nous, il y a des gens qui s'activent, des gens qui font ce qu'ils ne devraient pas faire et d'autres qui, au contraire, essayent de faire avancer les choses. Il me semble très important d'arriver à montrer, dans nos médias, que l'Afrique, d'une part, n'est pas une – entre l'Afrique du Sahel et la région des Grands lacs, entre l'Afrique du Sud et le Maghreb, il y a parfois plus de différence qu'entre un Ivoirien et un Européen.

On a aussi l'impression que les gouvernants s'agitent, se mettent en guerre et cherchent à avoir du pouvoir, et qu'en dessous personne ne fait grand-chose. On a souvent tendance à déresponsabiliser les habitants de ces pays et qu'ils ne cherchent pas à lutter contre les maux qui les accablent – maux que l'on ne va évidemment pas chercher à nier.

Il y a une sorte d'effet « boomerang » des informations qui sont données sur l'Afrique dans nos médias, lesquels médias, que ce soit la télévision, la radio ou certains journaux, sont également reçus en Afrique. Dans les pays africains, les gens ont des difficultés à avoir des correspondants dans les autres pays, les informations qu'ils ont sur ceux-ci sont, le plus souvent, celles que nous leur donnons : ces informations leur donnent donc aussi des images fausses sur leurs voisins. Récemment, j'étais au Rwanda et au Burundi, et je devais venir avec un journaliste rwandais au Burundi qui m'a dit que c'était pure folie que d'aller au Burundi, le pays étant à feu et à sang, etc., parce que c'est ce qu'il entendait ; je ne dis pas que tout va bien au Burundi, mais on peut y aller sans se faire tuer au premier coin de rue. Cette image de l'Afrique, qui se répercute sur elle-même, est aussi très démoralisante pour les Africains eux-mêmes que de se voir toujours traiter de malades, de pauvres, etc.

En outre, à force de ne parler que des conflits, des guerres, on met aussi quelquefois un peu d'huile sur le feu en mettant en exergue en permanence ce qui va mal. Pour notre part, nous n'essayons pas toujours de montrer uniquement ce qui va bien, car il faut bien reconnaître que tout ne va pas bien, mais il est important de mettre de temps en temps l'accent sur ceux qui font des efforts pour que les choses aillent mieux et, aussi, de montrer les vraies réalités des gens.

J'en prends pour exemple un article que nous avons fait récemment. On parle souvent des Rwandais et des Congolais de l'Est du Congo, les Rwandais ayant envahi, pendant quatre ans, l'Est du Congo, laquelle région serait à feu et à sang, et on a l'impression qu'ils se détestent tous cordialement et qu'ils ne peuvent pas se parler. Or, cet article montrait que les Congolais de l'Est vont enseigner dans les écoles rwandaises qui manquent de professeurs, que les jeunes Rwandais vont faire leurs études au Congo, que les hommes d'affaires vont faire leurs affaires à Bukavu parce qu'il y a moins de taxes que de l'autre côté... Les gens se mélangent, vivent ensemble, parlent ensemble... Les gouvernants sont en guerre, mais les gens ne sont pas en guerre. Sur ce point, l'image qu'on donne d'eux leur fait souvent très mal.

Une autre idée reçue, dans un autre registre, est celle que l'on entend souvent exprimée par les rédacteurs en chef auxquels nous proposons des articles : « Cela n'intéresse pas les gens. Ils veulent de l'actualité. » Je m'élève contre cette affirmation, car, lorsqu'on parle avec des gens qui ne connaissent pas l'Afrique, qui ne sont pas des passionnés, la plupart du temps ils n'ont même plus envie de lire ce qui paraît sur l'Afrique parce que, justement, on ne leur parle que des famines, des catastrophes, des morts, des guerres, etc., une sorte de litanie, toujours recommencée, qu'ils ne veulent plus entendre. Quand je laisse traîner des articles de Syfia, qu'ils lisent par hasard, ils me disent : « Pourquoi ne nous montre-t-on jamais cela dans les journaux ? C'est une Afrique que l'on ne connaît pas ! » Une fois, j'ai été très contente parce que nos articles arrivaient à l'Agence Française de Développement, et l'un des plus beaux compliments m'a été fait par l'un de ses responsables qui nous avait dit : « Vous savez, quand le bulletin de Syfia arrive, toutes les secrétaires le lisent. » Il s'agit de petits articles courts qui donnent des réalités vécues, et les gens s'y intéressaient. Pourquoi ne peut-on pas les voir dans les journaux français ? Quelquefois, je

m'interroge.

Enfin, lorsque nous nous présentons et que nous disons que nous avons des articles rédigés par des journalistes africains, il y a d'abord un petit moment de recul de la part des Rédactions. Il y a beaucoup de préjugés. Comme partout, il peut y avoir de bons et de mauvais articles, mais je pense que, dans la profession, il y a aujourd'hui des gens qui travaillent bien. Le fait de travailler en partenariat et de mettre des garde-fous professionnels fait que les journalistes avec lesquels nous travaillons nous apportent des informations particulièrement riches que l'on trouve difficilement en lisant des articles d'envoyés spéciaux et autres. Le fait de travailler ensemble permet d'assurer qu'ils sont de bonne qualité professionnelle. On ne peut pas non plus demander l'impossible car le travail en Afrique n'est pas forcément évident, et il est même parfois plus difficile pour les journalistes africains que pour ceux qui viennent de l'étranger : quand nous arrivons, nous avons très facilement un rendez-vous avec un ministre ou un responsable, ce qui n'est pas du tout le cas pour les journalistes africains – quelquefois, on leur demande d'envoyer des listes de questions par écrit, etc. La forme des articles qu'ils vont faire ne sera pas forcément celle de ceux que l'on va trouver ici, mais on aura un autre temps, une autre ambiance, une autre manière d'écrire. Pourquoi ne pas ouvrir les colonnes à d'autres expressions qui peuvent être aussi intéressantes et apprendre autant de choses ?

§ Colette Bræckman, *Le Soir*, Panos

Je voudrais commencer par rendre hommage aux articles de Syfia, en disant que dans mon journal, nous les publions régulièrement, qu'ils sont bons et que mes lecteurs leur réservent un très bon accueil parce qu'ils donnent de l'Afrique un autre type d'information, une autre image d'une Afrique du terrain.

Je me suis souvent demandé pourquoi nous, journalistes occidentaux, nous avons contribué à renforcer ces stéréotypes et je m'interroge souvent sur notre façon de travailler dans les Rédactions. La situation est que, souvent, les envoyés spéciaux de journaux européens vont dans les pays d'Afrique dans les situations de crises ouvertes – en guerre ou en crise politique, mais aussi en crise humanitaire. Finalement, l'agenda de leurs articles est aussi dicté par des agences de développement, des organisations non gouvernementales et des organisations humanitaires. Un vieux proverbe dit que « la main de celui qui donne est toujours plus haut que la main de celui qui reçoit » : donc, les journalistes qui rendent compte de projets de développement ou de l'action d'une ONG ou d'une organisation humanitaire renforceront presque automatiquement l'image parfois misérabiliste d'une Afrique en demande, de populations soumises, et nous avons tous en tête cette image de médecins blancs soignant des enfants noirs et qui vont dans les hôpitaux pour « faire le bien ».

Ce discours me semble tout à fait dériver directement du discours civilisateur – le « fardeau de l'Homme blanc », etc. Je crois que, jusqu'à aujourd'hui, les journalistes continuent à refléter ce type de stéréotype qui, pour le lecteur, va du connu vers l'inconnu, mais qui conforte l'image que les gens ont déjà et qu'ils traînent avec eux depuis des décennies. Image qui, d'ailleurs, comme Marie-Agnès Leplaideur l'a dit, engendre la lassitude à l'égard de l'information sur l'Afrique. Cette image conforte aussi l'idée de l'altérité de l'Afrique, d'une altérité irréductible à la logique occidentale, une Afrique que l'on ne comprendra jamais, qui est définitivement en crise, misérable, avec des populations autres.

Cela m'amène presque à reformuler la fameuse théorie que tous les journalistes connaissent du « mort kilométrique » en disant : si quelqu'un meurt près de chez vous, on fait une grande manchette ; plus c'est loin, moins on en parle, etc. Pour ma part, je dirai que c'est le mort identifiable qui a de l'importance ; pour vous, c'est peut-être le mort du 11 septembre, parce qu'on aurait tous pu se trouver dans l'une des tours ce jour-là : nous nous identifions à ces gens-là et ils nous ressemblent. Les Africains ne sont pas facilement identifiables et, dans les articles de presse, ils apparaissent comme radicalement autres : on ne s'identifie pas aux populations de Somalie ou d'Éthiopie car ils apparaissent comme des gens vivant ailleurs, venus d'ailleurs et qui réagissent autrement. Cela génère une insensibilité plus grande à leur sort. Je crois qu'il y a là une responsabilité des journalistes.

D'autre part, les journalistes fonctionnent toujours du connu vers l'inconnu et, de préférence, on lit une crise à la lumière de la crise précédente. On fonctionne sur ce que l'on connaît déjà. Or, depuis le temps colonial, on a retenu une chose à propos de l'Afrique, ce sont les identités ethniques ou tribales que je ne vais certainement pas nier, mais dont on sait très bien qu'elles ont été utilisées, mises en évidence, par le colonisateur comme l'un des moyens de la domination coloniale et comme un moyen utilisé par les gouvernements post-coloniaux. Il est facile de mettre l'accent sur les luttes ethniques et cela renforce tous les clichés et, dans le cas de l'Afrique centrale que je connais bien – le Rwanda, le Burundi et le Congo –, c'est une grille d'analyse qui a fort opportunément servi et qui a également permis de renforcer tous les stéréotypes. Ainsi, on ne parle jamais de la crise qui a eu lieu dans l'Est de la République démocratique du Congo : on n'a jamais ou rarement essayé d'expliquer les combats politiques ou les enjeux économiques de cette crise, mais, en revanche, on a tout d'un coup « tartiné » sur les actes de cannibalisme dont les Pygmées ont été victimes. La réalité de cette crise est qu'il y a une lutte politique entre des gens qui désirent arriver au pouvoir à Kinshasa et qui ont massacré des Pygmées qui se trouvaient être partisans des forces gouvernementales contre d'autres forces se trouvant dans l'Est. Cette analyse-là n'a pas été faite, mais, en revanche, on a renforcé les images parce que parler du cannibalisme a, tout d'un coup, éveillé l'attention du public et renforcé ce que les gens croyaient déjà savoir. On renforçait l'image d'une Afrique ancestrale alors que ce que je constate en Afrique Centrale, tout comme je l'ai récemment constaté également en Côte d'Ivoire, c'est que nous sommes en face de crises modernes. Nous privons ainsi l'Afrique de l'analyse purement politique des rapports de force, des rapports de pouvoir, de la conquête pour le pouvoir qui est livrée au niveau des élites politiques et intellectuelles des classes économiques, et on préfère parler des crises ethniques, sans nous rendre compte que, notamment dans le cas du Rwanda, le génocide est un phénomène politique initié par les élites qui ont embrigadé la masse paysanne dans cette crise moderne, avec des moyens de manipulation de l'opinion tout aussi modernes, n'ayant rien à envier aux techniques utilisées en Allemagne nazie. Il était beaucoup plus facile de se référer à des haines ancestrales, dans le cas du Rwanda comme dans celui d'autres régions.

Un autre stéréotype très facile est celui de la faillite des États, comme si les États post-coloniaux avaient échoué : on décrète la faillite des États, on omet d'analyser les mécanismes d'affaiblissement des États, ceux de l'ajustement structurel, des échanges économiques inégaux, de la décredibilisation des élites par les bailleurs de fonds occidentaux, par toutes les Agences de l'Union européenne et autres, qui affaiblissent évidemment les pouvoirs en place et décredibilisent donc les autorités aux yeux des populations. On oublie de parler de tout ce qui existe en amont et on fait le constat de la faillite des États, ce qui nous renvoie à cette image de chaos, d'anomie, dont l'Afrique serait en train d'émerger – de préférence avec la main secourable de l'Homme blanc qui va aller l'aider.

Il y a aussi l'idée du retard technique. Par exemple, dans le cas du Congo, la Belgique voulait envoyer une centaine de bus qui ne servaient plus et qui auraient pu servir là-bas, à Kinshasa : cela a été impossible car la coopération belge a dit que ces bus n'allaient pas rouler, que les Congolais allaient être dans l'incapacité de les réparer, qu'ils allaient les revendre. Elle a décidé qu'il fallait d'abord créer une école de mécaniciens pour qu'ils apprennent à faire rouler les bus. C'est complètement ridicule car, dans les villes africaines, il y a des mécaniciens de génie, et il y a eu en Afrique un saut technologique : les gens maîtrisent les techniques et les font fonctionner là où nous, nous en serions tout à fait incapables.

On ramène toujours le lecteur vers ce que nous connaissons et nous le privons de la surprise de l'inconnu et de la découverte. C'est peut-être une paresse mentale de la part du journaliste, mais c'est aussi peut-être un manque de respect des lecteurs que l'on croit incapables d'affronter l'altérité et la surprise.

§ Philippe Loquay, Institut des Sciences de l'Information et de la communication

De quel point de vue nous plaçons-nous ? Nous nous plaçons de notre point de vue et il faudrait, apparemment, que notre presse résolve les problèmes qui sont, avant tout, les problèmes de la presse de l'Afrique. Sur ce sujet-là, j'ai entendu à cette table que l'on privait l'Afrique d'un débat, ce qui laisserait entendre que ce débat, l'Afrique le trouverait dans la presse française : c'est dans la

presse africaine qu'il faudrait le trouver ! Que la presse française puisse apporter des éléments qui alimentent éventuellement le débat, tant mieux, mais il me semble que l'on déplace un peu la question.

En discutant du thème de cette journée avec un certain nombre de journalistes africains à Dakar, il y a quelques semaines, ceux-ci m'ont dit qu'ils trouvaient que l'on traitait plutôt bien de l'Afrique dans nos médias, que l'on traite de l'Afrique en fonction de son poids politique, de son poids économique et de son poids culturel. L'Afrique est le cinquième sujet international, devant des grands pays comme l'Inde ou la Chine, comme toute l'Amérique du Sud. On m'a dit aussi que nous ne travaillions pas si mal parce qu'il faut se fonder sur un système de remontée de l'information et que ces journalistes africains n'étaient pas sûrs de nous apporter toutes les informations qu'ils pourraient apporter. Enfin, on m'a dit que nos journaux continuaient quand même à servir un peu de référence en Afrique. C'est peut-être là qu'est le hiatus.

Je me demande si la première idée reçue n'est pas celle de poser ce débat. Au fond, on est complètement dans le sanglot de l'Homme blanc. Positiver l'information, c'est un serpent de mer ! Autant que je sache, aux États-Unis, ces dernières années, on a essayé de faire des journaux qui positivent davantage l'information... cela s'appelle essentiellement de la communication. À propos de l'Afrique, il me semble, en remontant une trentaine d'années, que l'on a déjà fait un certain nombre de préconisations en ce sens : il n'en est pas sorti grand-chose.

Pourquoi certains pays tirent-ils mieux leur épingle du jeu que d'autres ? On a vu, notamment à propos de la télévision, que l'on ne parlait quasiment pas de certains pays. Pour ma part, j'ai envie de parler du Sénégal. Certes, il y a eu l'affaire du Diola, catastrophe nationale d'une ampleur inégalée qui a cassé un élan lié, en particulier, à la Coupe du Monde de football. On a toujours plus parlé, dans la presse française, de ce petit pays qui n'a pas une grande importance au plan de l'économie, mais qui, d'une certaine manière, sait faire parler de lui. Ne faut-il pas aussi aller chercher, du côté de l'Afrique, les raisons d'un traitement qui n'est pas tout à fait ce qu'il pourrait être ? Ne travaillons-nous pas, nous-même, sur une idée reçue ? N'y a-t-il pas des traitements qui sont liés à un travail de fond ? J'aimerais que l'on réponde à toutes ces questions qui sous-tendent très sérieusement ce problème du traitement de l'Afrique dans les médias français.

ÉCHANGES...

§ Marie-Anne Paveau, revue *Mots politiques*

Si vous posez la question de savoir si le débat que nous organisons ne serait pas lui-même une idée reçue, c'est que vous n'arrivez pas à sortir de la vision dévalorisante de l'idée reçue. Il n'y a pas à se demander si l'idée reçue est bonne ou mauvaise : elle est là, elle organise la communication. Pour moi, la question tombe à l'eau parce que cela reconduit une ancienne vision.

À propos du Sénégal, en entendant les différents intervenants, j'avais envie de souligner qu'il y avait plusieurs « Afrique » dans plusieurs presses : il y a aussi l'Afrique des agences de voyage. Là, nous parlons de la presse d'information, mais si les discours ne sont pas autonomes les uns par rapport aux autres et que les discours parlent aux discours et s'enchevêtrent d'images, pour le Sénégal, on a un bombardement d'images. Cela montre bien que l'on est dans les représentations et qu'y être n'est ni bien, ni mal. Simplement, je pense qu'il faut se demander quelles sont les fonctions des représentations qui organisent notre vision.

§ Colette Bræckman, *Le Soir*, Panos

Ce que nous avons dit pour le Sénégal est également vrai pour le Burkina Faso et pour le Mali : ce sont des pays que l'on connaît bien, où les journalistes vont souvent parce que ce sont aussi les favoris des bailleurs de fonds. C'est là qu'il y a un maximum de projets de développement, avec beaucoup d'échanges d'hommes et de coopération à tous les niveaux.

§ Intervenant de la salle, originaire de la République démocratique du Congo

L'un des pays d'Afrique où je me suis senti très bien, en dehors du mien, est le Burkina : ils sont très gentils, accueillants, et ils réfléchissent comme j'aime bien voir les gens réfléchir. On se crée des sympathies.

J'ai été très intéressé par votre présentation sur les idées reçues, car cela permettait de donner des grilles de lecture sur la manière dont les mots véhiculent ou permettent de manipuler les gens, très probablement de manière inconsciente. Contrairement à ce que disait Philippe Loquay, je trouve que le métier de journaliste est finalement bien plus pauvre que le métier de communicateur. Il s'agit de se poser la question : « À quoi sert-on ? » En effet, il me semble, finalement, que s'il s'agit, dans la pratique du métier de journaliste, de faire appel à un certain nombre de mots et de concepts pour faire en sorte que les gens ne puissent pas évoluer dans leur conception et leur capacité de comprendre la réalité d'aujourd'hui par rapport à des situations d'hier, je trouve que le métier de journaliste est un métier castrateur. Plus il y a d'organes d'information, moins on en dit aux gens, et moins ceux-ci ont accès à la valeur de l'autre et à sa capacité de création.

Dans les exposés, je n'ai pas entendu une seule fois le mot « culture ». Or, l'Afrique dispose d'une culture, est un lieu de création, de diversité culturelle. Je pense qu'il y a un problème fondamental, un problème de mots, à la fois dans l'utilisation et dans la capacité que les journalistes peuvent avoir de traiter les mots, d'une part, et, d'autre part, dans leur capacité de prise de distance, c'est-à-dire de se démarquer de la réalité qu'ils vont décrire et de s'interroger sur l'endroit où ils sont, d'où ils parlent et pourquoi ils parlent. Très souvent, les journalistes parlent pour les journaux, pour leur télévision, pour leur radio, et pour rien d'autre, ce qui est un peu dommage.

§ Journaliste de l'Agence France Presse, Service Afrique

Soit les chercheurs ou les spécialistes d'un sujet reprochent aux journalistes d'employer des mots qui ne sont pas appropriés – les avocats ou les juges disent qu'il ne fallait pas dire « verdict », mais « jugement », etc. – et, maintenant, il va falloir faire attention aux mots pour la subjectivité qu'ils pourraient contenir ! Pour moi, un rebelle, c'est quelqu'un qui lutte contre un pouvoir en place : je ne vois vraiment pas pourquoi employer le mot « rebelle » impliquerait une dévalorisation ou, au contraire, le rendrait plus ou moins sympathique. Comment le décrire ? De la même manière, en Afrique, je suis un « blanc » et vous une « blanche » ! En Afrique de l'Ouest, je suis un toubab, à Madagascar, je suis un vazaha... il n'y a pas de Français ou d'Américain, nous sommes « blancs ». Et le local va se décrire soit par sa nationalité, soit par le mot « Africain ». Cela va au-delà : en Afrique de l'Ouest, un Libanais est un « blanc » ; en Côte d'Ivoire, pendant la rébellion, les rebelles me parlaient de « blancs » qui les combattaient avec les Ivoiriens... il s'agissait des Angolais, qui étaient des « blancs » parce qu'ils sont métis.

Donc, quand un journaliste décrit les « blancs » en parlant de l'Afrique, il décrit aussi une réalité dans un pays et je pense qu'il est obligé de s'inscrire dans cette réalité qui existe.

C'est un peu la même chose pour la machette : quand des gens se massacrent à la machette, je ne dis pas que c'est mieux ou moins bien, plus primitif ou moins primitif, que les bombes à fragmentation américaines dernier modèle, c'est un fait ! Un type qui a une machette dans la main et donne un coup de machette à son voisin, il lui donne un coup de machette, c'est tout et je ne vois pas ce que l'on peut dire d'autre : il ne faut pas non plus aller chercher trop loin.